

Les activités récentes de la fédération

N° 37

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 31 (donc en décembre 2019).

1.1 Refonte du site de la fédération

Le site est en cours de refonte

Pour mémoire, on le trouve à l'adresse suivante : <https://www.eurolab.org/>

Les cooks books de la fédération se trouvent à l'adresse suivante : <https://www.eurolab.org/copy-of-publications>

1.2 Les vœux de la fédération

À l'approche des fêtes, la fédération se penche sur ce qui a été accompli en 2019 et sur ce que l'avenir nous réserve. Cette année a été dense, remplie de nombreux nouveaux développements et d'initiatives réussies. La nouvelle année 2020 promet d'être une année charnière pour EUROLAB, avec la célébration de son 30e anniversaire.

Vous trouverez la carte de vœux à l'adresse suivante :

<https://www.eurolab.org/newsarticles/EUROLAB-Seasons-Greetings>

1.3 Trentième anniversaire de la fédération

La fédération EUROLAB a été créée à Bruxelles le 27 avril 1990 sur la base d'un protocole d'accord, signé par des délégations représentant les laboratoires privés et publics de 17 des 19 pays de la CEE et de l'AELE (de l'époque).

La fédération célébrera ses 30 ans lors de ses deux réunions statutaires en 2020. Le président d'EuroLab France de l'époque Alan Briden (qui a été le premier président de la fédération puis le secrétaire général de l'ISO) sera associé à cette célébration.

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes IAF ILAC

- Les réunions conjointes à mi-parcours pour 2020 se tiendront à Pékin, en Chine, du 30 mars 2020 au 6 avril 2020.
- Les réunions annuelles conjointes 2020 se tiendront à Montréal, Canada, du 27 octobre au 5 novembre 2020.

2.2 IAF

2.2.1 Un accord de coopération

L'IAF et l'organisation de l'aviation civile internationale ont signé un protocole d'entente pour la prestation de formation dans le cadre du programme de compensation et de réduction des émissions de carbone pour l'aviation internationale.

2.2.2 Un nouveau bulletin régulier

IAF Outlook est un bulletin qui sera envoyé tous les trimestres, afin de partager l'information et les développements dans le domaine de l'accréditation, de l'évaluation de la conformité et des normes internationales.

2.3 ILAC

2.3.1 Révision des documents statutaires

Les statuts modifiés de l'ILAC et les règlements révisés qui ont été approuvés lors de l'assemblée générale de l'ILAC sont maintenant publiés sous la forme suivante :

- ILAC-2A : 11/2019 Règlement de l'ILAC : Articles d'association
- ILAC-2B : 11/2019 Règlement de l'ILAC : Règlements.

Voici le lien pour ces documents <https://ilac.org/publications-and-resources/ilac-rules-series/>

2.3.2 De nouveaux guides

- ILAC G3:08/2012 Lignes directrices pour les formations des évaluateurs utilisés par les organismes d'accréditation
- ILAC G8:09/2019 Lignes directrices sur les règles de décision et les déclarations de conformité
- ILAC G26:11/2018 Directives pour la mise en œuvre d'un système d'accréditation médical

2.3.3 Des guides en révision

- ILAC G17:2002 Introduction du concept d'incertitude de mesure dans les essais en association avec l'application de la norme ISO/CEI 17025
- ILAC G18:04/2010 Ligne directrice pour la formulation des portées d'accréditation des laboratoires
- ILAC G21:09/2012 Accréditation transfrontalière — principes de coopération
- ILAC G24:2007 Directives pour la détermination des intervalles d'étalonnage des instruments de mesure

2.3.4 Documents de communication récents

L'ILAC a mis en ligne une vidéo : une introduction à l'accréditation y compris les fournisseurs accrédités de services d'étalonnage, d'essais, d'essais médicaux, d'inspection et d'essais d'aptitude, joue un rôle important dans l'instauration de la confiance dans la vie quotidienne ainsi que dans le soutien aux réglementations.

2.4 EA

2.4.1 Documents récents

- EA a mis à jour mi-décembre sur son site sa liste des publications et des documents internationaux qui sont applicables pour l'accréditation.
- EA vient d'actualiser les conditions concernant l'utilisation des symboles d'accréditation, des logos et autres revendications d'accréditation et la référence au statut de signataire de reconnaissance mutuelle.

2.4.2 Véhicules propres

Conformément au Règlement (CE) 765/2008, l'accréditation des services techniques a finalement été reconnue comme une alternative aux évaluations effectuées par les autorités d'homologation de type.

Par le biais du réseau technique du comité d'inspection, « Inspection automobile », EA coopère régulièrement avec le comité international d'inspection des véhicules automobiles (CITA) sur la mise en place d'un système d'accréditation plus efficace pour l'inspection périodique des véhicules.

2.4.3 Mise en œuvre du règlement de l'UE sur la protection des données et de la loi sur la cyber sécurité

La sécurisation des réseaux et la protection des données sont essentielles pour maintenir le fonctionnement de l'économie tout en protégeant les droits des citoyens. L'internet des objets est déjà une réalité croissante. Le RGPD crée un cadre renforcé et harmonisé. La commission encourage le recours à l'accréditation et à la certification dans ce cadre.

EA a publié un guide sur ce sujet.

2.5 Le COFRAC

2.5.1 Les présentations du forum Accréditation et Laboratoires 2019 sont en ligne !

Le forum Accréditation et Laboratoires est un événement organisé tous les deux ans et dédié aux organismes accrédités ou en démarche d'accréditation selon les référentiels ISO/IEC 17025, ISO/IEC 17043 et ISO 17034.

Le COFRAC a mis en ligne les présentations utilisées. Voici le lien <https://www.cofrac.fr/qui-sommes-nous/toutes-nos-actualites/detail-dactualite/news/detail/News/les-presentations-du-forum-accreditation-et-laboratoires-2019-sont-en-ligne/>

On constate que le secteur essais représente en nombre 88 % des accréditations et les étalonnages 10 % pour la section laboratoire.

2.5.2 Les laboratoires de biologie médicale poursuivent leur démarche d'accréditation !

Les laboratoires de biologie médicale poursuivent leur dynamique d'extension de leur portée d'accréditation, notamment pour les examens de biologie médicale délocalisés, selon les normes NF EN ISO 22870 et NF EN ISO 15189, en vue de couvrir à terme la totalité de leur activité.

Dans cette optique, la section Santé humaine du COFRAC poursuit le recrutement d'évaluateurs techniques, en particulier pour des examens de biologie moléculaire, des examens de génétique constitutionnelle et somatique ou encore pour des examens d'immunologie cellulaire spécialisée et histocompatibilité (groupage HLA).

2.5.3 Publication du Lab Ref 27

Le COFRAC vient de publier la version 3 de son cadre pour l'accréditation des organismes contrôlant les atmosphères de travail

Cette version tient compte de la dernière version de la 17 025 (dont les exigences sont intégrées au corps du texte)

3 L'actualité en normalisation

3.1 Publication de normes

3.2 ISO

3.2.1 Nouvelle norme sur la demande en oxygène dans l'eau

La norme NF EN ISO 5815-1 de détermination de la demande biochimique en oxygène après n jours (DBOn) a remplacé la norme NF EN 1899-1 de mai 1998. Elle permet désormais le mesurage de l'oxygène dissous à l'aide d'une méthode optique à la sonde (NF ISO 17289), en plus de la méthode électrochimique à la sonde (NF EN ISO 5814).

3.3 Les travaux du CASCO

3.3.1 Les ressources pour l'évaluation de la conformité

Pour certaines normes récentes, les experts des groupes de travail du CASCO ont aussi préparé des présentations PowerPoint ou des documents explicatifs pour indiquer les éléments nouveaux et faire ressortir les différences par rapport aux versions précédentes. Les visuels peuvent être utilisés

pour mieux faire connaître le document ou comme support pour un exposé de présentation. Les documents se sont disponibles qu'en version anglaise.

Le lien est le suivant :

<https://isotc.iso.org/livelink/livelink?func=ll&objId=17699314&objAction=browse&viewType=1>

3.3.2 Un processus de clarification

Le CASCO a créé un processus de clarification relatif aux normes de son ressort. La demande est traitée par le groupe d'experts qui a été impliqué dans le développement de la norme d'évaluation de la conformité concernée (série ISO/IEC 17000), et la décision de clarification reflète un point de vue consensuel. Bien entendu, les clarifications ne sont pas de nouvelles exigences.

Voici le lien pour la liste des demandes de clarification :

<https://isotc.iso.org/livelink/livelink?func=ll&objId=17855094&objAction=browse&viewType=1>

Les activités récentes de la fédération

N° 38

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 37 (donc en janvier 2020).

1.1 Préparation du comité des laboratoires d'EA

La fédération attend vos éventuelles questions avant le 14 février. Il est nécessaire de soumettre chaque question dans un formulaire séparé et les questions doivent être d'ordre général et un contexte spécifique clair doit être fourni (sinon il n'y aura pas de réponse utile).

1.2 Préparation du 30^e anniversaire de la fédération

L'année 2020 marquera les 30 ans de la création de la fédération. Le secrétariat et le conseil d'administration préparent cet événement important.

1.2.1 Les deux réunions de 2020 mises à contribution

L'assemblée générale du printemps et la réunion des membres de l'automne vont permettre de concentrer la communication.

L'ancien président d'Eurolab France, puis président fondateur de la fédération, Alan Briden, a accepté de se mobiliser lors de l'assemblée générale à Madère afin de rappeler ce qui motivait les laboratoires pour créer la fédération il y a 30 ans.

1.2.2 Un travail sur le laboratoire du futur

Le conseil de la fédération a décidé de préparer une communication centrée sur le laboratoire du futur de façon à ne pas se limiter à commémorer le passé.

1.2.3 Un livret avec une contribution par pays

Chaque pays membre a été invité à rédiger un court texte et à fournir des photographies illustrant la diversité des laboratoires qui compose sa communauté.

Eurolab France a bien entendu joué le jeu.

2 Les instances d'accréditation

2.1 IAF

2.1.1 Responsable qualité

Deux candidatures ont été reçues pour le poste de responsable qualité de l'IAF :

– M. Pedro Alves

– M. Mario Andrade Castro

2.1.2 Audit conjoint en métrologie légale

Après consultation, la procédure d'évaluation conjointe IAF-OIML dans le domaine de la métrologie légale a été publiée.

2.1.3 Un projet en consultation

La période de commentaires de 60 jours sur le document *IAF PR X : 20XX Processus de transition pour un document d'exigence d'accréditation ou un document de système de certification - exigences pour la production de l'IAF* s'est terminée le 21 janvier.

2.2 ILAC

2.2.1 Un membre aux compétences élargies

Le comité d'accréditation du Bangladesh (BAB) a vu sa compétence étendue à l'inspection et aux dispositifs médicaux

2.2.2 Comité d'arrangement

Le projet de procès-verbal et les points d'action du dernier comité d'arrangement de l'ILAC (ARC) ont été diffusés.

2.3 EA

2.3.1 La prochaine assemblée générale

La 45e assemblée générale de l'EA se tiendra les 13 et 14 mai 2020 à Luxembourg. Elle sera accueillie par l'OLAS, l'organisme national d'accréditation luxembourgeois.

2.3.2 Mise à jour du catalogue des documents applicables

Le « Registre des résolutions de l'EA à l'usage des organismes nationaux d'accréditation et des évaluateurs de l'EA » est disponible sur le site de l'EA dans la rubrique « Documents d'information et de promotion ». Le lien est le suivant : https://european-accreditation.org/wp-content/uploads/2020/01/EA-INF_17.pdf

2.3.3 Atelier sur la norme ISO 17 029.

Cette norme porte sur la validation/vérification

Le secrétariat de l'EA a accueilli une nouvelle session 2020 de l'atelier du CC sur la norme ISO/IEC 17 029, le 29 janvier 2020, à Paris, près de l'aéroport Charles de Gaulle.

2.3.4 Indépendance et activité de consultant

L'EA a diffusé pour commentaires le projet révisé du guide intitulé « *Consultancy and the Independence of Conformity Assessment Bodies* », en tenant compte de la première série de commentaires des parties prenantes.

2.4 COFRAC

2.4.1 Renouvellement du comité de section certification

Les mandats arrivant à échéance en décembre 2019, le comité a été renouvelé (rappelons qu'il comporte 7 certificateurs, ce sont largement des entreprises membres d'Eurolab pour leurs activités de laboratoire).

2.4.2 Un nouveau domaine soumis à accréditation

La section Laboratoires ouvre un schéma d'accréditation relatif aux *caractérisations radiologiques de matériaux, matières, produits, résidus ou déchets susceptibles de contenir des substances radioactives d'origine naturelle*.

3 L'actualité en normalisation

3.1 ISO

3.1.1 Un nouveau président

Venant du secteur financier, un nouveau président de l'ISO, Eddy Njoroge a pris ses fonctions.

3.1.2 Un cadre pour le développement durable

L'ISO vient de créer un nouveau groupe de travail ISO/TC 322, Finance durable.

3.1.3 Des lignes directrices pour les dispositifs médicaux

L'ISO vient de mettre à jour la norme ISO 14971, « *dispositifs médicaux — application de la gestion des risques aux dispositifs médicaux, spécifie la terminologie, les principes et les processus de management des risques associés aux dispositifs médicaux, y compris aux logiciels utilisés en tant que dispositifs médicaux* »

3.2 Les travaux du CASCO

3.2.1 TIC devient membre du CASCO

TIC a été approuvé comme membre avec le statut de partie prenante (comme l'est déjà la fédération Eurolab)

3.2.2 Une nouvelle demande de clarification

Une demande de clarification sur la norme ISO/IEC 17021-1 « *Évaluation de la conformité — exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification de systèmes de management - partie 1 : Exigences* » soumise par le COI est traitée par le groupe de maintenance du GT21

Les activités récentes de la fédération

N° 40

Avertissement : en cette période de confinement, beaucoup des réunions se tiennent en visio ou téléconférences.

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 39 (donc en mars 2020).

1.1 Le secrétariat reste opérationnel

Dans le respect des règles définies par le gouvernement belge, le secrétariat a mis en place le télétravail pour maintenir le service apporté au board et aux associations nationales de la fédération.

1.2 L'assemblée générale est repoussée

Dans les circonstances actuelles (confinement et impact économique sur les laboratoires), l'assemblée générale ne se tiendra pas aux dates prévues (du 6 au 8 mai 2020).

1.3 Le board extraordinaire de mars 2020

Le board s'est réuni en téléconférence, le mercredi 25 mars, en réunion extraordinaire. À l'unanimité, le board a décidé de repousser l'assemblée générale de printemps et la réunion des membres de cet automne. Le board a notamment pris en compte le fort impact économique de la crise sur les laboratoires, qui fait que la tenue de la réunion de cet automne (NMM) n'est sans doute pas opportune.

Compte tenu de nos statuts, cela exige de consulter les associations nationales membres de la fédération.

Voici deux actions dont le secrétariat est chargé :

Consultation des associations nationales par email

Les associations nationales vont être consultées (avec réponse avant le 17-04) par mail sur deux points :

- Le fait de repousser à 2021 l'AG ;
- Le fait de prolonger le mandat des administrateurs jusqu'à cette date.

Échange d'information sur les dispositions nationales durant la crise

Le secrétariat organise un échange d'informations entre les associations nationales notamment sur deux points :

- Les mesures nationales de soutiens économiques au secteur des laboratoires
- Les dispositions nationales de prolongation des certificats d'accréditation

Ainsi l'association italienne est intervenue de façon à ce que les autorités du pays incluent les laboratoires de contrôle de conformité dans les secteurs bénéficiant d'un soutien.

1.4 Réunion entre la commission et les partenaires d'EA

La commission a rencontré les parties prenantes d'EA, dont les organismes de contrôle de la conformité.

- La commission semble accepter d'être plus à l'écoute de la communauté des organismes de contrôle de la conformité.
- La commission envisage de modifier son guide bleu¹, des réunions à cette fin seront organisées cet été.
- La commission souhaite avoir des retours sur les difficultés pour les organismes de contrôle de conformité de travailler en Chine.

Prochaine réunion en septembre.

1.5 Conférence commune IMEKO Eurolab aisbl

Cet automne la conférence intitulée « tendances mondiales en matière de tests, de diagnostics et d'inspection pour 2030 » se tiendra à Dubrovnik, Croatie, du 19 au 22 octobre 2020. A ce stade, les organisateurs recherchent des conférenciers et des sponsors.

1.6 Les évolutions de la politique en matière de conformité

1.6.1 Observatoire sur l'intelligence artificielle

L'OCDE a adopté en mai 2019 des principes directeurs en la matière puis a mis en place un observatoire des politiques publiques dans ce domaine.

1.6.2 Secteur européen des énergies renouvelables

C'est un moteur important du « Green Deal » européen. Dix grandes associations européennes de défense des énergies renouvelables ont uni leurs forces et ont signé une lettre commune demandant que les technologies des énergies renouvelables soient reconnues comme une « chaîne de valeur stratégique clé », en complément des six chaînes de valeur stratégiques clés déjà identifiées.

L'Autriche, le Danemark, l'Irlande, la Lituanie, le Luxembourg et l'Espagne ont envoyé une lettre commune à la Commission européenne pour demander l'inclusion d'un scénario d'énergie 100 % renouvelable dans les projections climatiques à long terme.

1.6.3 Économie circulaire

Dans le cadre du « Green Deal » européen, la Commission européenne a adopté un nouveau plan d'action pour l'économie circulaire. Ceci implique de mettre à jour 35 textes. Voici quelques lignes directrices :

- interdire la destruction des marchandises invendues et l'obsolescence programmée ;
- un chargeur commun pour les smartphones ;
- une stratégie pour le textile (avec des encouragements plus que des sanctions) ;
- orienter les investissements en développant un écolabel européen pour les produits financiers ;

1.6.4 Contrefaçon

Une enquête du Marketplace a révélé qu'on ne peut faire confiance aux achats en ligne (une enquête met en évidence 50 % de contrefaçon et 66 % de défaut de sécurité pour les achats en Asie).

Source : <https://www.which.co.uk/news/2020/02/66-of-products-tested-from-online-marketplaces-amazon-marketplace-aliexpress-ebay-and-wish-failed-safety-tests/>

1.6.5 Les cosmétiques

Une enquête de la FDA met en évidence des produits dangereux (de l'amiante à la place de talc par exemple)

Source : <https://okcfox.com/news/consumer-watch/the-dirty-world-of-recalled-and-counterfeit-cosmetics>

¹ Le «guide relatif à la mise en application des directives élaborées sur la base des dispositions de la nouvelle approche et de l'approche globale» (dis le «guide bleu») a été publié en 2000.

1.6.6 Alimentation : réduire la consommation de viande ?

Des ONG plaident en faveur d'un plan d'action spécifique de la Commission visant à réduire et à améliorer la consommation et la production de viande, de produits laitiers et d'œufs dans l'UE, afin de se détourner de l'agriculture industrielle.

Plus généralement, le lancement de la nouvelle politique alimentaire de l'UE, la stratégie « de la ferme à la table » (F2F), sera retardé d'au moins un mois supplémentaire en raison d'un rééchelonnement du programme de travail de la Commission dû à l'épidémie de coronavirus.

1.6.7 Finance verte

La nouvelle Commission européenne s'est engagée à présenter un deuxième paquet législatif à l'automne, comprenant une norme européenne pour les obligations vertes, un label de durabilité pour les produits d'investissement de détail et une révision des obligations d'information des entreprises concernant leur impact

1.6.8 Des investissements pour l'environnement

La Commission a approuvé un paquet d'investissements de 1,4 milliard d'euros de fonds européens dans 14 grands projets d'infrastructure (l'environnement, la santé, les transports et l'énergie pour une Europe plus intelligente et à faible émission de carbone).

1.6.9 Impact du virus sur l'environnement

La revue Politico liste six impacts déjà identifiés :

1. Amélioration de la qualité de l'air ;
2. Émissions réduites de gaz à effet de serre ;
3. Montagnes de déchets ;
4. Plus de place dans le métro ;
5. Émissions des compagnies aériennes bloquées ;
6. La crise climatique est moins mise en avant.

1.6.10 Les institutions européennes se mobilisent face à l'épidémie

Les institutions de l'UE prennent des mesures pour acheter des équipements médicaux. Les États membres mobilisent l'accord sur les marchés publics communs pour acheter des équipements de protection individuelle, des ventilateurs respiratoires et des articles nécessaires aux tests de dépistage des coronavirus.

1.6.11 Appel à projets pour le virus

La commission a lancé un appel à projets (164 millions d'euros) vers les PME. Les candidatures de jeunes entreprises et de PME proposant des solutions innovantes pour lutter contre l'épidémie de coronavirus sont les bienvenues.

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

2.1.1 Reconnaissance mutuelle

Les dernières éditions d'IAF/ILAC A1:03/2020 « IAF/ILAC MRA Multi-Lateral Mutual Recognition Arrangements (Arrangements): Exigence et procédures d'évaluation d'un groupe régional » et IAF/ILAC A3:03/2020 « ARM IAF/ILAC : Arrangements multilatéraux de reconnaissance mutuelle (Arrangements): Un modèle de rapport pour l'évaluation par les pairs d'un organisme d'accréditation basé sur la norme ISO/IEC 17011:2017 » a été publié en mars 2020.

2.2 IAF

2.2.1 Un guide pour les circonstances extraordinaires

IAF vient de rappeler son guide (IAF ID 3 : 2011) relatif aux circonstances exceptionnelles. Il s'agit d'un document informatif (il reflète le consensus des organismes d'accréditation sans être

d'application obligatoire). Le guide explicite les diligences raisonnables dans une activité de certification confrontée à des circonstances exceptionnelles.

Des modalités adaptées

Cela peut impliquer, par exemple, de prendre des dispositions pour effectuer des évaluations à distance ou de reprogrammer les activités si nécessaire.

2.2.2 AF CertSearch est maintenant en ligne

L'International Accreditation Forum met à disposition une base de données mondiale pour les certifications de systèmes de gestion accrédités :

<https://www.iafcertsearch.org>

2.3 ILAC

2.3.1 La transition et le virus

La politique de transition publiée par l'ILAC et l'IAF en octobre 2017 exige que tous les organismes d'accréditation aient terminé la transition vers la version 2017 de la norme ISO/CEI 17011 d'ici novembre 2020.

En raison de l'épidémie de coronavirus de 2019 (COVID-19) et des restrictions croissantes sur les voyages et les périodes de quarantaine obligatoires qui suivent les voyages, l'IAF et l'ILAC ont publié une déclaration fournissant des lignes directrices concernant les activités d'évaluation requises pour garantir que tous les organismes d'accréditation seront en mesure de réaliser cette transition dans les 7 mois restants. La déclaration est disponible sur les sites web de l'ILAC et de l'IAF.

2.4 EA

2.4.1 Évolution de la gouvernance

Le second cycle de consultations sur l'évolution d'EA s'est achevé en décembre 2019. Un des enjeux est d'améliorer le fonctionnement de la représentation des parties prenantes, chaque membre des comités représente une famille de parties prenantes qu'il doit pouvoir consulter. La fédération considère qu'EA doit mieux répondre aux questions des parties prenantes. La fédération n'a pas noté une tendance naturelle d'EA à prendre en compte les avis des parties prenantes.

2.4.2 Cybersécurité

EA encourage l'utilisation de l'accréditation par les organismes nationaux d'accréditation et introduit la certification comme moyen de démontrer la conformité aux exigences de protection des données. Dans ce contexte, l'EA a également soutenu la Commission européenne en ce qui concerne la proposition d'un nouveau règlement.

3 L'actualité en normalisation

3.1 ISO

3.1.1 Impact du virus

Toutes les réunions techniques et de gouvernance de l'ISO prévue d'ici au 30 juin 2020 doivent être tenues virtuellement ou reportées après cette date.

3.1.2 Publication de normes

Voici quelques normes récentes signalées sur le site de l'ISO :

- **Biologie médicale : une norme**

ISO 22367, Laboratoires de biologie médicale — application de la gestion des risques aux laboratoires de biologie médicale, cette norme remplace ISO/TS 22367, Laboratoires médicaux — Réduction d'erreurs par gestion du risque et amélioration continue,

- **Transports propres : deux normes :**

- **ISO 37161, Infrastructures urbaines intelligentes** — Recommandations sur le transport intelligent pour les économies d'énergie dans les services de transport,
- **SO 37162, Infrastructures urbaines intelligentes** — Transport intelligent pour les territoires en développement,

3.1.3 Les travaux du CASCO

- **Deux projets en cours d'examen au sein du CASCO**

- **ISO/IEC TS 17021-12**

Évaluation de la conformité — Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management — Partie 12 : Exigences de compétence pour l'audit et la certification des systèmes de management collaboratif des relations d'affaires

- **ISO/IEC AWI 17030**

Évaluation de la conformité — Exigences générales pour les marques de conformité par tierce partie

Les activités récentes de la fédération

N° 41

Avertissement : en cette période de confinement, la plupart des réunions se tiennent en visio ou téléconférences.

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 40 (donc en avril 2020).

1.1 *Le secrétariat reste opérationnel*

Dans le respect des règles définies par le gouvernement belge, le secrétariat a mis en place le télétravail pour maintenir le service apporté au board et aux associations nationales de la fédération.

1.2 *L'assemblée générale et la réunion des membres sont repoussées.*

Dans les circonstances actuelles (confinement et impact économique sur les laboratoires), l'assemblée générale ne se tiendra pas aux dates prévues (du 6 au 8 mai 2020). De même, la réunion des associations membres qui devait se tenir à Vienne à l'automne est annulée.

À la suite d'une consultation des associations fédérées, le mandat des administrateurs est prolongé jusqu'à l'assemblée générale de 2021.

1.3 *Votre fédération a 30 ans*

Les associations de laboratoires de quelques pays (dont la France et l'Allemagne) ont décidé il y a 30 ans de créer une fédération pour être mieux représentées au niveau européen qui prenait de l'importance au niveau réglementaire. La crise sanitaire ne nous a pas permis de célébrer cet anniversaire, mais la pertinence du projet fédéral demeure.

1.4 *Le n° 1 de la « news letter » de la fédération pour 2020*

Dans son éditorial, notre président rappelle l'importance du rôle des laboratoires pour notre économie et notre sécurité en ces temps de crise.

1.5 *TIC Council a saisi la commission*

TIC Council a saisi la commission de l'importance des services indépendants de contrôle, d'inspection et de certification (TIC) pendant la crise sanitaire. Notre partenaire souhaite attirer l'attention sur l'importance de maintenir des conditions libres et équitables pour que les industries du contrôle puissent opérer, afin de continuer à soutenir les citoyens européens et de minimiser l'impact de la crise sur les économies européennes.

1.6 *Les évolutions de la politique en matière de conformité*

1.6.1 *Des modalités de contrôle de l'agroalimentaire adaptées durant la crise*

Le 31 mars, la commission a autorisé les états membres à effectuer des contrôles officiels sur la chaîne agroalimentaire sur une base plus souple, afin de relever les défis spécifiques de la situation due à la COVID-19. La mesure ne modifie bien entendu pas les règles substantielles du droit communautaire.

1.6.2 Transformation numérique

L'UE est en faveur de la transformation numérique après la crise COVID-19. En particulier, des domaines tels que :

- l'e-santé,
- l'éducation numérique,
- l'e-gouvernement,
- le partage des données,
- et la connectivité à large bande

devraient faire l'objet d'une attention particulière suite à la crise actuelle des coronavirus, selon le projet de conclusions du Conseil de l'UE sur le thème "Façonner l'avenir numérique de l'Europe".

La Commission lance une plateforme de partage de données pour les chercheurs mobilisés contre le virus

1.6.3 La relance devra être verte

Les dirigeants européens ont chargé la Commission de concevoir le plan de relance pour faire face à la profonde crise économique que le coronavirus COVID-19 va provoquer en Europe.

Le chef du Green Deal de la Commission européenne, Frans Timmermans, a assuré mardi (21 avril) que "chaque euro" dépensé pour les mesures de relance économique après la crise COVID-19 serait lié aux transitions verte et numérique.

1.6.4 Actualiser le budget pluriannuel

La Commission européenne prévoit de présenter une proposition de cadre financier pluriannuel actualisé début mai, dans le cadre de la stratégie de relance visant à lutter contre les retombées économiques du coronavirus.

1.6.5 Les résidus de pesticides dans les aliments

L'EFSA a publié son rapport annuel sur les résidus de pesticides trouvés dans les aliments. Ce rapport a conclu que les denrées alimentaires analysées "ne sont pas susceptibles de poser des problèmes pour la santé des consommateurs". Le rapport a analysé un total de 91 015 échantillons. Parmi les échantillons analysés, 95,5 % ont été jugés conformes aux niveaux légalement autorisés, tandis que 4,5 % dépassaient la limite maximale de résidus

1.6.6 Dispositifs médicaux, vers un délai

La Commission européenne se félicite de l'adoption par le Parlement européen et le Conseil de la proposition visant à reporter d'un an la date d'application du règlement relatif aux dispositifs médicaux.

1.6.7 Les noms de domaine Internet en lien avec le virus sont très recherchés

Un exemple de la ruée vers l'or : Coronavirus.be est en vente pour 3 000 euros courant avril 2020. Son propriétaire avait acheté le nom de domaine fin février 2020 pour seulement 12 € (tarif classique pour un nom de domaine).

1.6.8 Les acheteurs restent vigilants durant la crise

Les achats en ligne progressent, mais la qualité des produits reste le critère le plus apprécié des consommateurs (avant même le délai de livraison) durant la crise.

1.6.9 Plastique à usage unique

La commission a refusé de modifier le calendrier comme le demandait certains représentants de l'industrie.

1.6.10 Des crédits pour le secteur santé

La Commission a proposé d'activer (à hauteur de 2,7 milliards €) l'instrument de soutien d'urgence de l'Union européenne pour les systèmes de santé des pays de l'UE dans leur lutte contre la pandémie de coronavirus.

1.6.11 Efficacité énergétique, un pas de franchi

Le nouveau règlement qui vise à améliorer l'efficacité énergétique de toute une série d'appareils ménagers, des ordinateurs portables aux brosses à dents électriques, est entré en vigueur le 1er avril 2020 dans le cadre des mesures d'éco-conception.

1.6.12 Climat

- Baisse des émissions en 2019 : Les émissions de gaz à effet de serre visées par le marché européen du carbone ont diminuées de 8,7 % (N. B. environ 45 % de la production de gaz à effet de serre de l'Union est régulée par le système de quotas d'émission). Cette baisse est due en grande partie à la diminution des émissions provenant de la production d'électricité (baisse de la part du charbon).
- La Commission européenne lance une consultation publique pour relever l'objectif climatique de l'Union pour 2030. Nous poursuivons nos travaux préparatoires sur les priorités politiques à long terme, y compris le "Green Deal" européen, a déclaré la Commission.

1.6.13 La recherche contre le virus

La Commission européenne a alloué 48,5 millions d'euros à 18 projets de recherche dans le cadre d'horizon 2020. 140 équipes de recherche sont concernées.

1.6.14 Politique agricole

- Les ONG environnementales ont accusé la Commission européenne d'avoir "blanchi" une étude d'évaluation indépendante financée par l'UE sur l'impact de la politique agricole commune (PAC) sur les habitats, les paysages et la biodiversité.
- Le Parti populaire européen (PPE) a demandé un nouveau report de la stratégie "de la ferme à la table" (F2F) jusqu'après l'été, en invoquant la crise provoquée par la pandémie de coronavirus.

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

2.1.1 Évaluation d'EA

Le rapport final sur la réévaluation conjointe IAF/ILAC 2018 de l'organisation de la coopération européenne pour l'accréditation (EA) est maintenant terminé.

2.1.2 Journée mondiale de l'accréditation

Ce sera le 20 juin 2020, la journée sera axée cette année sur la manière dont l'accréditation améliore la sécurité alimentaire. Les documents à utiliser par les organismes d'accréditation sont disponibles sur le site web de l'ILAC et sur celui de l'IAF, où une déclaration commune, un poster et une brochure sont également disponibles.

2.2 IAF

2.2.1 La FAQ sur le virus

Un hub a été créé sur le site de l'IAF (<https://iaffaq.com/>) pour toutes les informations relatives à COVID-19 (voir l'encadré sur la page d'accueil de l'IAF). Assurez-vous de visiter le site régulièrement, car des questions et réponses peuvent être téléchargées à tout moment. Les questions sur les délais de certification ou d'accréditation perturbés par la crise sont notamment traitées.

2.2.2 Trois documents en consultation

- IAF PL3 — Politiques et procédures sur la reconnaissance mutuelle et l'élargissement de son champ d'application ;
- IAF PL5 — Structure du forum international de l'accréditation ;
- Plan stratégique 2020-2025 de l'IAF.

2.3 ILAC

2.3.1 La lettre d'information est parue

Le dernier numéro de la lettre d'information de l'ILAC, le numéro 57 — avril 2020 vient de paraître.

2.3.2 Extension de compétence de l'organisme de la Jamaïque

L'Agence nationale d'accréditation de la Jamaïque est reconnue pour accréditer également l'inspection (selon ISO/IEC 17020).

2.3.3 La reconnaissance mutuelle étendue aux matériaux de référence

L'accord de reconnaissance a été étendu pour inclure l'accréditation des producteurs de matériaux de référence (selon la norme ISO 17034).

Voir le site : <https://ilac.org/publications-and-resources/ilac-promotional-brochures/>

2.4 EA

2.4.1 Une AG par voie électronique

La 45e assemblée générale de l'EA se tiendra par voie électronique le 14 mai 2020 (10 h - 13 h). Pour des raisons techniques, seuls les membres titulaires et associés de l'EA sont invités à cette réunion en ligne.

2.4.2 Quelles législations font référence à l'accréditation ?

Il existe environ 115 législations européennes qui font référence à l'accréditation et à l'évaluation de la conformité.

EA a préparé un répertoire des législations de l'UE relatives à l'accréditation et à l'évaluation de la conformité, disponible sur <https://european-accreditation.org/publications/ea-inf-05/9-02>

2.4.3 Nouvelles publications disponibles sur le site d'EA

- EA —1/22 EA Procédure et critère d'évaluation des systèmes d'évaluation de la conformité. Le modèle de rapport d'évaluation a été mis à jour et est disponible sur le dossier intranet.
- EA —2/17 EA Document sur l'accréditation aux fins de notification (obligatoire en avril 2021).
- EA —2/20 consultance, et l'indépendance des organismes d'évaluation de la conformité.
- EA — INF/02 personnes-ressources des membres titulaires et associés de l'EA, des parties prenantes reconnues et des observateurs.
- EA — INF/01 liste des publications et documents internationaux de l'EA, avec une nouvelle colonne intitulée "évaluation par les pairs" cochée lorsque les documents sont pertinents pour les évaluations par les pairs.

2.4.4 Test des masques et accréditation

EA a publié une notice sur ce sujet d'actualité

2.5 ISO

2.5.1 Impact du virus

Toutes les réunions techniques et de gouvernance de l'ISO prévue d'ici au 30 juin 2020 doivent être tenues virtuellement ou reportées après cette date.

2.5.2 Avancement de normes

- ISO/IEC 17021-12 : 2020 — (publié au stade TS) Évaluation de la conformité — exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification de systèmes de management — partie 12 : Exigences de compétence pour l'audit et la certification de systèmes de management des relations d'affaires en collaboration.
- ISO/IEC 17021-1 : 2015 — évaluation de la conformité — exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification de systèmes de management — partie 1 : Les exigences font l'objet d'un examen systématique jusqu'en septembre 2020 pour décider s'il doit ou non être révisé

- ISO/IEC 17023:2013 — évaluation de la conformité — lignes directrices pour déterminer la durée des audits de certification de systèmes de management fait également l'objet d'une révision systématique jusqu'au septembre 2020.

2.6 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

2.6.1 Poursuite des activités durant la crise

Le CASCO a diffusé un avis indiquant que le bureau de gestion technique de l'ISO, TMB, a publié des résolutions pour organiser la poursuite des travaux techniques pendant la pandémie COVID-19.

Les activités récentes de la fédération

N° 42

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 41 (donc en mai 2020).

1.1 L'organisme d'accréditation polonais réalise des audits en ligne

L'administrateur polonais de la fédération nous a informés que leur organisme d'accréditation (PCA) a réalisé en visioconférence (par zoom) une vingtaine d'audits.

1.2 AG en ligne de notre partenaire Eurachem

L'AG de notre partenaire Eurachem s'est tenue les 27 et 28 mai par Internet. La fédération y était représentée.

1.3 Deux webinaires TIC Council

- Notre partenaire TIC a organisé mi-mai une réunion à distance avec la directrice des obstacles techniques aux échanges de la représentation des USA. La réunion a porté sur les obstacles aux échanges en matière de contrôle de conformité, dans le cadre des accords de l'OMC.
- TIC a également organisé fin mai une réunion à distance avec l'office européen de la propriété intellectuelle traitant des certificats contrefaits (notamment dans le secteur médical).

1.4 Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité

Voici les informations transmises par le secrétariat de la fédération :

1.4.1 Les associations critiquent les évolutions de la charte de l'énergie

Les États membres de l'UE ont donné à la Commission mandat, l'année dernière, pour réviser le traité sur la Charte de l'énergie de 1991. La Commission a proposé de réviser cette charte notamment son mécanisme d'arbitrage (trop favorable aux pétroliers). Les associations souhaitent un projet encore plus ambitieux

1.4.2 Faut-il réviser les règles sur les POP ?

La commission a chargé un consortium (comportant l'INERIS) de préparer une étude externe pour soutenir les révisions potentielles du règlement (UE) n° 2019/1021 sur les polluants organiques persistants (le règlement POP), y compris les modifications des valeurs limites de faible teneur en POP dans l'annexe IV.

1.4.3 L'AIE estime que les énergies renouvelables devraient se développer en 2020

Selon l'Agence internationale de l'énergie, les énergies renouvelables sont la seule source d'énergie dont la demande devrait augmenter en 2020. On note cependant un tassement de la progression du fait de l'épidémie.

1.4.4 Place de l'hydrogène

L'hydrogène sera un « élément central » de la stratégie d'intégration du système énergétique que la Commission européenne présentera en juin

1.4.5 Automobile

La labellisation des pneumatiques (qui représente 20 à 30 % de la consommation de carburant d'un véhicule) pourrait contribuer à la réduction des émissions du secteur automobile

1.4.6 Un appel à une reconstruction verte

Le groupement des dix grandes associations environnementales européennes a lancé le 14 mai un appel au « plus grand plan d'investissement vert que le monde ait jamais connu »,

1.4.7 Une conditionnalité verte pour les aides d'État

Durant la crise, la Commission a assoupli les règles sur les aides aux entreprises, mais envisage de demander qu'elles soient utilisées pour progresser sur le climat et l'environnement.

1.4.8 Initiative franco – allemande de relance

La chancelière allemande et le président français ont annoncé leur proposition commune pour un programme de relance européen de 500 milliards d'euros. Cette initiative vise à faire sortir l'Europe de la crise « unie et solidaire » et à préparer l'UE aux défis futurs.

1.4.9 Recommandations pour une réponse coordonnée à la pandémie

La Commission a proposé des orientations de politique économique à tous les États membres de l'UE dans le contexte de la pandémie de coronavirus. Elles s'articulent autour de deux objectifs :

- à court terme, atténuer les graves conséquences socio-économiques négatives de la pandémie de coronavirus ;
- et à court et moyen terme, parvenir à une croissance durable et inclusive qui facilite la transition verte et la transformation numérique.

1.4.10 Brexit

- Le négociateur de l'Union européenne, Michel Barnier, a déclaré le 20 mai que la Grande-Bretagne n'avait pas automatiquement droit aux avantages que le bloc avait précédemment accordés à d'autres partenaires commerciaux.
- Le Royaume-Uni dévoile le régime tarifaire post-Brexit

1.4.11 Consultation sur les infrastructures énergétiques

La Commission a lancé une consultation publique sur le réexamen des règles relatives aux infrastructures énergétiques transeuropéennes (jusqu'au 13 juillet 2020). Les réponses seront prises en compte pour la révision du règlement sur les infrastructures énergétiques transeuropéennes.

1.4.12 La biodiversité source de résilience

La Commission a adopté une nouvelle stratégie en faveur de la biodiversité pour faire revenir la nature dans nos vies et une stratégie « de la ferme à la table ». Conformément au « pacte vert » européen, ces stratégies visent à mettre un terme à la perte de biodiversité et à transformer nos systèmes alimentaires.

1.4.13 La crise et les organismes notifiés

- La Commission européenne a autorisé les États membres à s'écarter des procédures normales de surveillance des organismes notifiés pendant la pandémie COVID-19, en vertu d'un amendement au règlement d'application publié mardi.
- La Commission a déclaré que les États membres peuvent renouveler les désignations en vertu des règlements en vigueur sur les dispositifs sans effectuer l'évaluation sur place requise en temps normal. La législation assouplit également les règles de surveillance et de contrôle.

- La Commission a publié des lignes directrices précisant quand les dispositifs autorisés à être utilisés par les autorités nationales sans évaluation de la conformité peuvent être mis à disposition dans toute l'Union européenne.

1.4.14 Aider les secteurs agricoles et alimentaires

La Commission a publié un paquet de mesures exceptionnelles visant à soutenir davantage les secteurs agricoles et alimentaires (aide aux stockages, flexibilités des règles pour les petites exploitations).

Il y a un débat au royaume uni sur l'opportunité, dans le cadre des négociations avec les USA, de réduire les normes sur les produits agricoles

1.4.15 En matière médicale « Buy American » ou pas ?

Plus de 250 économistes, dont deux lauréats du prix Nobel ont envoyé une lettre à Trump et au Congrès pour les exhorter à ne pas imposer de nouvelles exigences « Buy American » sur les produits médicaux ou les médicaments en réponse à la crise sanitaire. La maison blanche semble en effet travailler à des mesures protectionnistes dans ce domaine.

1.4.16 Surveillance du marché

Le déficit commercial américain s'est creusé de 12 % en mars 2020, le coronavirus frappant les exportateurs et le tourisme.

1.4.17 Concurrence équitable pour les producteurs européens

Un rapport de la Commission démontrerait l'efficacité des droits antidumping ou antisubventions européens.

1.4.18 La commission lance une étude sur les plates-formes numériques

La Commission lance une étude sur les plates-formes numériques pour alimenter la prochaine loi sur les services numériques,

1.4.19 Le Parlement se penche sur l'IA

Les législateurs européens ont débattu de la façon dont l'UE va gérer l'apparition des technologies IA de la prochaine génération.

1.4.20 Des projets de recherche contre le virus

- La commission mise sur les tests d'anticorps pour éviter une seconde vague de virus ;
- La Commission a annoncé que 8 projets de recherche (117 M€), visant à développer des traitements et des diagnostics, ont été sélectionnés dans le cadre d'un appel à propositions d'un partenariat public-privé.
- L'agence européenne du médicament développe des procédures rapides de mise sur le marché
- Il est nécessaire de mobiliser les TIC pour fluidifier la coopération entre scientifiques

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

2.1.1 Communication sur le virus

Une communication sur l'accréditation dans le cadre de la lutte contre COVID-19, est disponible sur la chaîne YouTube de l'IAF/ILAC

2.2 IAF

2.2.1 Une étude sur d'éventuels faux certificats

Vous savez qu'IAF a mis sur pied une base de données mondiale des certificats, lors de la réunion du comité de gestion de la base la question des faux certificats de système de gestion a été soulevée (les certificats de produits ne seraient pas concernés).

2.3 ILAC

2.3.1 Le compte rendu annuel sur la reconnaissance mutuelle disponible

Ce compte rendu est en ligne sur le site de l'ILAC à l'adresse suivante :
<https://ilac.org/publications-and-resources/ilac-promotional-brochures/>

2.3.2 Séminaire en ligne ILAC sur les matériaux de référence

L'institut de métrologie canadien, en partenariat avec ILAC et le CIPM, a organisé un séminaire en ligne intitulé « Directives harmonisées pour les producteurs et utilisateurs de matériaux de référence - état actuel et perspectives futures ».

2.3.3 Ajustement de la période transition de la 17-025

L'ILAC a soumis à une période de consultation de 30 jours, une recommandation ; compte tenu des progrès réalisés dans la transition avant l'épidémie et de son impact mondial ; ILAC recommande que la fin de la période de transition adoptée dans le cadre de la résolution GA 20.15 de l'ILAC (novembre 2016) soit prolongée du 30 novembre 2020 au 1er juin 2021.

Si la consultation est positive, l'ILAC mettra à jour le communiqué commun ILAC ISO.

2.4 EA

2.4.1 Un recours en Cour de justice

Un recours est en cours d'examen devant la Cour de justice sur le règlement (CE) n° 765/2008 relatif à l'accréditation et son organisation. Affaire à suivre !

2.4.2 Nouveaux documents disponibles

- EA-INF 2/19 liste des risques pour les processus d'accréditation et le fonctionnement des organismes d'accréditation ;
- Personnes-ressources des membres titulaires et associés de l'EA, des parties prenantes reconnues et des observateurs ;
- EA-INF/01 liste des publications et documents internationaux de l'EA.

2.4.3 Une AG virtuelle le 14 mai

EA a tenu son AG virtuelle le 14 mai 2020. Les résolutions les plus significatives sont :

- 1 l'UKAS (organisme britannique d'accréditation) restera membre à part entière de l'EA jusqu'au 31 janvier 2022 (pour organiser la transition) ;
- 2 le programme de travail de l'EA pour 2021 a été approuvé ;
- 3 la révision du texte l'EA 1/17 — procédure d'enquête et de résolution des plaintes et des recours est engagée.

3 L'actualité en normalisation

3.1 ISO

3.1.1 Annulation des réunions physiques

Elle est prolongée jusqu'à fin août 2020

3.2 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.2.1 Révision du guide des bonnes pratiques sur l'évaluation de conformité

L'ISO nous informe de la prochaine révision du Guide ISO/CEI 60 qui recommande les bonnes pratiques pour tous les éléments des évaluations de la conformité. Ce Guide est destiné aux organismes qui souhaitent fournir des services d'évaluation de la conformité éthiques et fiables, parmi lesquels les laboratoires d'essais d'EUROLAB.

3.2.2 Une synthèse sur les principaux changements pour les directives ISO-CEI 2020 partie 1

Le CASCO a diffusé un PowerPoint qui synthétise les principaux changements de la 16e édition des normes ISO/CEI, partie 1, et de la 11e édition du supplément ISO consolidé

Les activités récentes de la fédération

N° 43

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 42 (donc en juin 2020).

1.1 Conférence IMEKO TC 10 & EUROLAB

La conférence prévue des 20 au 22 octobre 2020 devient virtuelle, les coûts d'inscription sont donc réduits, l'appel à contribution technique est renouvelé.

1.2 Question de la Commission sur l'évaluation des IA

La commission (DG Connect) a contacté la fédération Eurolab et TC Council, au sujet des examens de conformité des intelligences artificielles. Le board a considéré qu'il s'agit de plateformes technologiques qui sont difficiles à accréditer en tant que tel. La fédération doit rédiger une note à destination de la Commission pour expliciter sa position.

1.3 Laboratoire du futur

- EUROLAB s'associera à Terrapinn pour le Future Lab Live Congress, qui aura lieu les 28 et 29 septembre 2020 à Bâle, en Suisse.

1.4 Activités TIC Council

Nos partenaires ont organisé le 18 juin un Webinar sur le thème : la contribution du secteur des TIC à la cybersécurité

1.5 Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité

1.5.1 Budget européen et Green Deal

- Le Parlement européen a défini les investissements verts pour stimuler le financement durable. Cela définit une classification commune à toute l'UE, permettant d'encourager une augmentation du financement du secteur privé pour la transition vers la neutralité climatique.
- Les députés ont adopté les priorités budgétaires pour 2021 qui marquent plus de solidarité
- Un groupe de 700 élus et citoyens de tous les secteurs de la société civile publie un appel à utiliser le green deal comme levier de sortie de crise.
- Les dirigeants des États membres se réuniront à Bruxelles le 17 juillet, pour discuter d'un plan de relance économique et du prochain budget de l'UE pour les sept prochaines années.

1.5.2 Numérique

- RGPD deux ans après : au vu de l'expérience, c'est un succès, même si des améliorations seraient souhaitables. Ce règlement inspire des évolutions similaires dans d'autres parties du monde.
- Digital Europe a organisé un séminaire et en a publié la synthèse sur la manière dont les technologies numériques pourraient être mises à profit dans l'Union pour assurer une reprise stable et résistante.

- Les états membres ont renouvelé leurs engagements à combler le retard de certaines régions en matière d'accès au numérique, et donc à accélérer l'attribution des fréquences pour la 5G.
- L'UE accorde 38 millions d'euros pour la protection des infrastructures critiques contre les cyber menaces
- L'UE appelle à une plus grande réglementation des entreprises technologiques américaines. Les usages pendant la crise ont montré le besoin « urgent » pour l'Union européenne de poursuivre son projet de loi sur les services numériques, a déclaré Margrethe Vestager.
- Microsoft et d'autres géants du numérique ne vendront pas de reconnaissance faciale à la police américaine tant que des normes fédérales n'existeront pas.

1.5.3 Commerce

- Les US tentent de ralentir les progrès dans la négociation, au sein de l'OCDE, d'une taxe numérique ; ils se sont même retirés des négociations.
- Le sommet UE-Chine a été reporté en raison des préoccupations liées au virus.
- Le déficit commercial américain s'est creusé en avril lorsque la pandémie COVID-19 a perturbé le commerce mondial, poussant les exportations à leur niveau le plus bas depuis dix ans.
- La Commission européenne a adopté un livre blanc traitant des effets de distorsion causés par les subventions étrangères dans le marché unique. Ce document est en consultation jusqu'au 23 septembre 2020.
- Les négociations commerciales entre les États-Unis et l'Europe sont dans l'impasse à cause des aliments américains "jugés peu sûrs" en Europe.
- La Commission a lancé une consultation publique sur la politique commerciale de l'Union européenne, visant à recueillir les avis du Parlement européen, des États membres, des parties prenantes et de la société civile.
- Le Vietnam a ratifié en juin un accord de libre-échange avec l'Union européenne qui réduira ou éliminera 99 % des droits de douane.
- Les restrictions aux audits de fournisseurs du fait des conditions sanitaires, freinent les progrès en matière de protection des consommateurs

1.5.4 Contrefaçon

- Un rapport de l'Office de la propriété intellectuelle (OPICE) estime à 15 milliards d'euros chaque année le coût de la contrefaçon dans l'Union européenne

1.5.5 Alimentation et agriculture

- La FDA mène une enquête (par déclarations volontaires) sur l'impact du virus sur la situation économique des fermes et des installations d'emballage et de conservation de fruits et légumes.
- La Commission publie une feuille de route pour la révision des règles sur l'utilisation durable des pesticides (enquête close le 7 août 2020)

1.5.6 Énergie et environnement

- Les prix du pétrole restent très bas du fait de la faiblesse de la demande et des très forts stocks.
- Le Conseil européen a décidé de demander que les règles des Nations unies du système de compensation des émissions de l'aviation soient modifiées, en raison du coronavirus, en prenant 2019 (et non 2020) comme référence.
- La Commission européenne a adopté un nouveau plan d'action pour l'économie circulaire
- La Commission européenne vise à promouvoir l'hydrogène dit "vert" produit à partir d'électricité renouvelable par rapport à l'hydrogène "gris" obtenu par le reformage à la vapeur du gaz naturel (donc générateur de gaz à effet de serre),
- La part des énergies renouvelables dans la production mondiale d'électricité a encore augmenté en 2019 et les investissements ont atteint un niveau record.

- Pour la première fois depuis 130 ans, les énergies renouvelables dépassent le charbon dans la production d'énergie aux États-Unis.
- Milieu marin : la Commission a adopté un rapport sur la directive-cadre "Stratégie pour le milieu marin"
- Le pétrole, le gaz et le charbon pourraient perdre deux tiers de leur valeur d'ici 2070, selon une étude du cabinet britannique « Carbon Tracker »

1.5.7 Santé

- Innovations pour lutter contre le virus : la commission a dégagé 314 M€ pour des entreprises innovantes dans la lutte contre le virus.
- L'UE promet un nouveau financement à Gavi, l'alliance pour les vaccins
- Diagnostic in vitro : MedTech a annoncé la publication d'un livre électronique sur les exigences en matière de preuves cliniques pour la certification CE.
- Virus et recertification des dispositifs médicaux : MedTech a publié une position pour faire face aux investigations cliniques qui pourraient devoir être retardées, ralenties ou réduites.
- MedTech publie un document d'orientation pour les fabricants. Le document décrit les règles juridiques et autres règles connexes — découlant principalement de la conception de la base de données EUDAMED.
- Le président Trump a annoncé que les États-Unis se retireraient de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

2.1.1 Réunions annuelles

- Les réunions annuelles communes de l'IAF et de l'ILAC 2020 ont été annulées.

2.2 IAF

2.2.1 L'ONUDI fait un point sur le rôle de l'infrastructure qualité

L'ONUDI a publié un document qui examine les effets de la pandémie COVID-19 sur le commerce et le rôle que l'infrastructure de qualité peut jouer dans l'atténuation des impacts négatifs et le soutien des objectifs de développement durable. Les accords IAF s'appuient sur des normes de systèmes de gestion comme ISO 9001 et ISO 13485 permettent aux entreprises d'être mieux préparées à gérer des situations de crise comme une pandémie, tandis que l'ISO 45001 aide à protéger les travailleurs essentiels et ISO 22000 soutient la sécurité alimentaire.

2.2.2 Des progrès dans la reconnaissance mutuelle

Depuis octobre 2019, un organisme d'accréditation (OA) a rejoint l'accord de reconnaissance multilatéral d'IAF, tandis que 43 signataires préexistants ont obtenu une extension de leur champ d'action (la plupart de ces extensions concernaient la catégorie des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail).

2.3 ILAC

2.3.1 Période de transition de l'ISO 17 025

Le secrétariat d'ILAC a informé la fédération que la période de transition pour la version 2017 de l'ISO 17 025 était prolongé jusqu'au 1^{er} juin 2021 pour les accréditations. Le communiqué conjoint ILAC-ISO a été mis à jour

2.3.2 nouveau guide.

- Le document ILAC-G29:06/2020 Guidelines for harmonisation of scopes of ISO/IEC 17 025 accreditation of WADA anti-doping laboratories a été approuvé pour publication et est maintenant disponible sur le site web de l'ILAC

2.4 EA

2.4.1 Absence de réunions physique

- Les réunions et les formations de l'EA de l'automne 2020 ont été annulées et se dérouleront de manière virtuelle, en raison de la pandémie. Cela inclut les comités techniques (HHC, LC, IC, CC), le CPC et le MAC ainsi que l'assemblée générale.

2.4.2 Période de transition

- L'EA va, en conformité avec ILAC, adopter la prolongation de la période de transition pour la norme ISO/IEC 17025:2017 au 1er juin 2021. S'agissant d'une norme harmonisée, la fédération est en contact étroit avec la Commission européenne afin d'aligner la période de transition sur la décision de l'ILAC/AE.

3 L'actualité en normalisation

3.1 Publication de normes

- La norme ISO/IEC 17000 — évaluation de la conformité - vocabulaire et principes généraux a été publiée.
- Le document « Remote Audits » a été ajouté sous « Auditing General » à l'ISO/TC176 — ISO 9001 Auditing Practices Group. Ce nouveau document aidera ceux qui tentent de mener des audits à distance pendant la pandémie COVID-19.

3.2 ISO

3.2.1 Prolongation de l'absence de réunions physiques

- Le secrétariat central de l'ISO a prolongé les mesures selon lesquelles toute la réunion doit se tenir virtuellement jusqu'au 30 septembre 2020, ou être reportée après cette date.

3.3 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.3.1 Approbation d'un projet de lancement d'une révision

- La proposition de nouveaux travaux (NWIP) visant à réviser la norme ISO/CEI 17043, évaluation de la conformité - Exigences générales pour les essais d'aptitude, a été approuvée.

Les activités récentes de la fédération

N° 44

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 43 (donc en juillet 2020).

1.1 La fédération durant le confinement

Le travail dans les locaux de Bruxelles a partiellement repris début juillet. Pendant la fermeture, le secrétariat a fonctionné en télétravail et la fédération a organisé plusieurs réunions du Conseil d'administration à distance par zoom.

1.2 Lettre d'information de la fédération

- Le second numéro de 2020 est sorti. Il met l'accent sur les informations provenant des associations nationales et les évolutions dans le secteur de l'accréditation (comme ILAC, IAF et EA).
- La fédération a également publié un **numéro spécial consacré au laboratoire du futur** et aux nouvelles technologies, rédigé à partir de contributions italiennes et françaises.

1.3 Évolution du mode de travail du TCQA

Sur proposition d'Irache (sa présidente), et après échanges au sein du board, les travaux du TCQA prendraient la forme suivante :

- Deux réunions physiques couplées avec les deux réunions annuelles des associations nationales ;
- De courtes réunions numériques plus nombreuses, les moindres contraintes de déplacement devraient permettre une plus grande participation ;

1.4 Note de position sur l'intelligence artificielle

La fédération a transmis à la commission une note de position répondant à sa consultation sur cette technologie. Notre note insiste sur l'importance de l'évaluation de conformité et une information accrue dans ce domaine. La note exprime la position d'EUROLAB sur le rôle que l'IA peut jouer dans l'évaluation de la conformité accréditée.

La note recommande la mise en place d'un **groupe de travail européen spécifique** composé de fabricants, de développeurs de logiciels, d'organismes d'évaluation de la conformité et d'institutions de recherche pour élaborer un cadre normatif.

1.5 Transition digitale pour les laboratoires

Une transition numérique des laboratoires est nécessaire pour permettre non seulement des audits à distance, mais aussi une connexion à distance avec les clients, les fournisseurs, et même les techniciens. La fédération examine la possibilité d'un travail commun sur ce thème.

1.6 Conférence IMEKO Eurolab

La 17e conférence virtuelle IMEKO TC 10 et EUROLAB : "Tendances mondiales en matière de tests, de diagnostics et d'inspections pour 2030" se tiendra en ligne, du 20 au 22 octobre 2020.

Cette conférence traitera notamment des vues stratégiques de l'ILAC pour la 3e décennie du 21e siècle ainsi que des incertitudes de mesures dans les échantillonnages et les essais.

1.7 Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité

- **Situation économique :**
 - L'économie de l'UE connaîtra une profonde récession cette année, selon les projections de la Commission l'économie de l'UE devrait se contracter de 8,3 % en 2020 et croître de 5,8 % en 2021.
- **Budget communautaire 2021-2027 :** le projet de la Commission revendique de favoriser une reprise équitable, de revitaliser le marché unique, soutenir les investissements urgents dans la transition verte et numérique. Une fiche d'information est disponible à l'adresse suivante https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/eu-long-term-budget/2021-2027_en
- **Énergie et environnement :**
 - Un groupe des plus grandes compagnies pétrolières mondiales, dont Saudi Aramco, la Chinoise CNPC et Exxon Mobil, ont, pour la première fois, fixé des objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre
 - L'UE, la Chine et le Canada renouvellent leur engagement en faveur de l'action climatique, et sont toujours attachés à l'accord de Paris, malgré le virus.
 - Charbon : pour soutenir la transition des régions charbonnières et à haute intensité carbone, une plate-forme sera lancée pour aider les États membres à élaborer leurs plans territoriaux de transition et à accéder aux financements du mécanisme de transition juste, doté de plus de 150 milliards d'euros.
 - La Commission européenne a adopté un nouveau plan d'action pour l'économie circulaire
 - La Commission a lancé une consultation publique sur la révision des règles de l'UE relatives aux infrastructures énergétiques transeuropéennes
- **Brexit :**
 - la chancellerie en ouverture de la présidence allemande a averti que l'Union devait se préparer à un échec des négociations
- **Numérique :**
 - L'UE lance un appel à projets de 10,5 millions d'euros dans le domaine de la cybersécurité
 - Véhicules automatisés : plus de 50 pays, dont le Japon, la Corée du Sud et les États membres de l'UE, ont convenu de réglementations communes pour les véhicules qui peuvent prendre en charge certaines fonctions de conduite ;
 - Digital Europe a publié une étude sur le rôle potentiel de la technologie et de la numérisation dans la résilience des citoyens européens face aux menaces futures ;
 - La Commission a lancé une plate-forme de données pour permettre la collecte et le partage rapides des données de recherche disponibles sur le virus ;
 - La Commission a publié un rapport sur les applications actuelles et futures de l'intelligence artificielle (IA) en médecine et dans les soins de santé ;
 - Le secteur manufacturier a fait l'objet de 62 % des ransomware en 2019
 - Des applications mobiles joueront un rôle clé dans la lutte contre le Covid-19, elles mobilisent des données personnelles sensibles, le Parlement insiste sur la qualité de conception (une boîte à outils a été mise à disposition des États membres)
- **Commerce :**
 - L'UE et l'Inde se rapprochent d'un accord de libre-échange ;
 - La guerre US Chine s'approfondit les deux parties utilisent des dispositifs réglementaires qui menacent un large éventail d'industries, notamment la technologie, l'énergie et le transport aérien ;
 - Le rapport de la commission met en évidence l'efficacité des mesures de défense commerciale et de protection de l'emploi ;
 - Le Royaume-Uni réitère son désir de protéger les normes alimentaires et sur la protection du service national de santé (NHS) dans les négociations commerciales avec les USA.

- **Matériel médical :**
 - La communication de la Commission sur les lignes directrices relatives à l'adoption de dérogations à l'échelle de l'Union pour les dispositifs médicaux a été publiée au journal officiel de l'UE.
 - L'intelligence artificielle (IA) jouera un rôle transformateur dans la médecine. Les algorithmes ont le potentiel de travailler inlassablement, à un rythme plus rapide et maintenant avec une précision potentiellement supérieure à celle des cliniciens.
 - MedTech a annoncé la publication du livre électronique sur les exigences de preuve clinique pour la certification des diagnostics in vitro.
 - MedTech Europe a publié une note sur les investigations cliniques lors des recertifications des dispositifs médicaux.
- **Alimentaire :**
 - L'agriculture de précision devrait faire partie des plans de relance des États membres
 - La Commission européenne a adopté deux nouvelles stratégies globales d'une part en matière de biodiversité et d'autre part une stratégie « de la ferme à la table » ;
- **Lutte contre la contrefaçon :**
 - Santé Canada mets en garde contre les respirateurs N95 contrefaits
 - Les vendeurs de contrefaçons et les vendeurs illégaux seront visés par la loi sur les services numériques, selon la commissaire Vestager
 - Amazone renforce son dispositif de lutte tout en soulignant l'efficacité du dispositif antérieur (blocage de 2,5 millions de comptes d'acteurs avant toute commercialisation)
 - La Commission européenne a publié une feuille de route pour la prochaine loi sur les services numériques et sur les grandes plates-formes ;
 - L'office de protection de la propriété intellectuelle a publié son rapport d'étape sur les infractions (notamment les liens avec la criminalité) et l'importance des droits de propriété intellectuelle ;
- **Laboratoire du futur :**
 - Une page du site de la fédération est consacrée au sujet : <https://www.eurolab.org/newsarticles/EUROLAB-has-released-a-Special-Briefing%2C-focused-on-the-latest-developments-related-to-the-topic-of-the-laboratory-of-the-future->
 - la conférence « Analytica : la transformation numérique du monde des laboratoires » a été déplacée au 19-22 octobre.
 - EUROLAB s'associe à Terrapinn pour le congrès Lab Live du futur, qui se tiendra les 28 et 29 septembre 2020 à Bâle, en Suisse

1.8 Stratégie de la fédération

Voici les ajustements de sa stratégie :

- Les administrateurs sont invités à participer aux événements des membres et à y représenter la fédération.
- La fédération va continuer à positionner EUROLAB dans les forums européens et internationaux d'accréditation et de normalisation.
- La fédération dispose d'un compte LinkedIn pour diffuser des informations, suivez ce compte : <https://www.linkedin.com/company/eurolab-aisbl/?viewAsMember=true>
- La fédération crée un groupe chargé de la feuille de route nécessaire au développement d'une plate-forme numérique de coopération aux objectifs suivants :
 - développement de nouveaux outils et moyens de communication avec les membres ;
 - communication du Conseil d'administration vers les membres ;
 - Continuer à fournir régulièrement des informations, médiatiques et techniques sur des sujets intéressants pour nos membres et leurs laboratoires ;
- La fédération poursuivra sa coopération avec nos partenaires y compris TIC Council.
- La fédération décide d'organiser un Webinar fin septembre sur les laboratoires du futur.

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

L'assemblée générale conjointe d'octobre 2019 a validé la mise en place d'un processus de fusion des deux organismes mondiaux.

Les deux organisations ont publié le document d'appel d'offres pour la sélection d'un contractant chargé d'aider l'IAF et l'ILAC à mettre en place une organisation internationale d'accréditation unique.

2.2 IAF

2.2.1 Publications récentes

Les documents suivants ont été publiés par l'IAF :

- IAF MD 8:2020 application de l'ISO/CEI 17011:2017 dans le domaine des systèmes de management de la qualité des dispositifs médicaux (ISO 13485) ;
- IAF/ILAC Manuel du système mondial d'accréditation ;
- Présentation générale de l'IAF, mise à jour pour juin 2020
- Statut de l'IAF MLA (reconnaissance mutuelle)
- Mise à jour de la FAQ Covid-19

2.3 ILAC

2.3.1 Révision du guide sur les incertitudes pour les essais

- ILAC P10:07/2020 la politique de l'ILAC sur la traçabilité métrologique des résultats de mesure pour les essais été publiée cette version d'ILAC P10 a une période de mise en œuvre de 12 mois à compter de la date de publication, c'est-à-dire juillet 2021.

2.4 EA

2.4.1 Compte rendu à ILAC et IAF

EA a publié son rapport aux deux organisations mondiales d'accréditeurs, ce rapport fait le point sur la composition d'EA et ses évaluations par les pairs en vue de la reconnaissance mutuelle

2.4.2 Publications en ligne

- Rapport d'activité 2019
- EA-3/12 Politique de l'EA pour l'accréditation de la certification de la production biologique
- EA-INF/07 Communication des organismes nationaux d'accréditation avec les régulateurs nationaux

3 L'actualité en normalisation

3.1 Publication de normes

3.2 CEN CENELEC

3.2.1 Le bulletin du comité technique

À la demande du commissaire Breton le CEN a décidé de mettre gratuitement à disposition 14 normes relatives aux équipements médicaux et de protection, puis le CEN a invité les organismes nationaux à étendre cette mesure à 7 autres normes (sur les équipements respiratoires et ventilatoires) jusqu'au 30 septembre 2020.

3.2.2 Adaptation des procédures à l'urgence sanitaire

Le CEN et le CENELEC ont adapté leurs procédures d'élaboration des normes (notamment sur les délais) pour faire face à la situation exceptionnelle.

3.3 ISO

3.3.1 Bulletin du conseil de gestion technique (TMB)

Le bulletin du TMP est paru, il fait par exemple le point sur les mesures prises pour poursuivre le travail durant la crise sanitaire, notamment les solutions pour l'hébergement de documents de travail, AFNOR et DIN font partie de l'expérimentation.

3.4 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.4.1 Projets de normes et de guide en cours d'élaboration

- ISO/IEC AWI Guide 60 : Évaluation de la conformité — Code de bonne pratique
- ISO/IEC CD 17030 : Évaluation de la conformité — exigences générales pour les marques de conformité par tierce partie
- ISO/IEC AWI 17043 : Évaluation de la conformité — exigences générales concernant les essais d'aptitude

Les activités récentes de la fédération

N° 45

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 44 (donc en août et septembre 2020).

1.1 *Révision du guide bleu*

La commission a engagé la révision du guide bleu. Le groupe de travail de la fédération sera placé sous la supervision du TCQA.

N. B. Le Guide pour la mise en œuvre des directives basées sur la nouvelle approche et l'approche globale (le « Guide bleu ») a été publié pour la première fois en 2000. Depuis c'est un important document de référence en matière de contrôle de conformité. La nouvelle version tiendra compte des évolutions sur le contrôle du marché.

1.2 *Webinar — Laboratoire du futur - sujets connexe*

- Notre fédération et TIC Council organiseront un Webinar, intitulé « Le laboratoire du futur et l'avenir des laboratoires » et axé sur les changements actuels auxquels les laboratoires sont confrontés dans le contexte de la pandémie COVID — 19 et les changements technologiques rapides, couvrant des sujets tels que : les audits à distance, les nouvelles normes et leur mise en œuvre, les défis actuels et futurs et les opportunités pour les laboratoires ;
- Le Webinar — qui se tiendra le 27 octobre 2020 — réunira diverses parties prenantes : plusieurs associations de laboratoires, d'organismes d'accréditation. Les laboratoires membres des associations nationales peuvent y participer. Ils seront invités à partager leurs opinions et leurs meilleures pratiques, et à explorer les moyens et les méthodes permettant de s'adapter au mieux à l'évolution rapide de l'environnement des laboratoires ;

1.3 *Conférence virtuelle IMEKO*

IMEKO et notre fédération organisent une conférence en ligne « Tendances mondiales en matière de tests, de diagnostics et d'inspections pour 2030 », du 20 au 22 octobre 2020. Voici le lien pour s'inscrire :

<https://www.imekotc10-2020.com/>

1.4 *Enquête de la fédération sur les audits en ligne*

La fédération a lancé une enquête sur la façon dont se déroulent les audits en ligne dans le cadre de la 17 025 : 2017 ; notre groupe de travail management de la qualité abordera ce sujet le 5 octobre et apportera donc une contribution française.

1.5 *Enquête de nos collègues allemands sur l'impact du virus*

Le BAM (laboratoire fédéral sur les matériaux) et QI-FoKuS (centre de recherche sur l'évaluation de la conformité et la sécurité) ont réalisé en juin une enquête auprès de plus de 3000 laboratoires et certificateurs allemands, 75 % des laboratoires ayant répondu ont moins de 50 salariés (et seul ¼ appartient à un groupe international) :

- 63 % ont connu une baisse forte ou très forte des nouvelles commandes

- Seulement 5 % profitent des augmentations (des laboratoires médicaux)
- Les laboratoires ont une forte incertitude sur l'avenir et les organismes de certification sont plus pessimistes
- Seuls 25 % peuvent travailler sans restriction
- 45 % des laboratoires ont repoussé des investissements
- la crise a accru la tendance à la digitalisation au sein des laboratoires et des certificateurs

1.6 Contrôle des échantillons de denrées alimentaires

Suite à une question d'Eurolab Allemagne, TIC a pris l'initiative de préparer une lettre conjointe à la Commission européenne en concertation avec la fédération, pour obtenir une position uniforme sur le contrôle des importations d'échantillons alimentaires par les organismes de certification et les laboratoires.

Cette lettre cosignée permettra d'unir nos forces pour obtenir une clarification.

1.7 Discours sur l'état de l'union

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a prononcé son premier discours sur l'état de l'Union européenne. Un certain nombre de nouvelles priorités et de nouveaux objectifs ont été annoncés avec un impact potentiel sur les laboratoires :

- Une « nouvelle stratégie pour l'avenir de l'espace Schengen » a été annoncée, la Commission proposera une stratégie industrielle actualisée, ainsi qu'un cadre de concurrence adapté au cours du premier semestre de l'année prochaine ;
- La présidente a annoncé que 37 % des 750 milliards d'euros du plan de relance seront directement consacrés aux objectifs du Green Deal européen ;
 - création de nouvelles « vallées européennes de l'hydrogène pour moderniser nos industries » et « alimenter nos véhicules » ;
 - La création d'un million de points de recharge électrique à travers le continent ;
 - La nécessité de faire de notre Union un leader de l'économie circulaire et de rendre les bâtiments plus efficaces sur le plan énergétique.
- La présidente a souligné l'importance de l'économie des données et a annoncé la création d'un « nuage européen » basé sur GaiaX.
- Elle a également appelé à des « règles claires si quelque chose tourne mal » dans le domaine de l'IA, ajoutant que « les algorithmes ne doivent pas être une boîte noire »,
- enfin, la Commission proposera bientôt une « e-identité européenne sécurisée » qui pourra être utilisée par les citoyens de tout le continent.

Les laboratoires avec la variété de compétences peuvent jouer un rôle dans la réalisation de toutes ces priorités qui structureront le programme de travail de l'UE pour 2021.

La fédération suivra attentivement ces initiatives.

1.8 Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité

1.8.1 Commerce

- L'EU discute avec la Chine sur les obstacles qui entravent l'accès au marché chinois pour les exportateurs européens et les investisseurs européens ;
- Le virus a montré la fragilité et la complexité des chaînes d'approvisionnement de l'industrie ;
- Le Royaume-Uni abandonne tout espoir d'un accord commercial avec les États-Unis d'ici la fin de l'année. ;
- L'UE et l'Inde se rapprochent d'un accord de libre-échange ;
- l'accord commercial UE-Viêt Nam est entré en vigueur début août ;
- Déclaration conjointe des États-Unis et de l'Union européenne sur un accord tarifaire (réduction de droit de douane), les réductions tarifaires seront rétroactives à partir du 1er août 2020. ;

1.8.2 Efficacité énergétique et climat

- Le plan de relance finalement adopté par les dirigeants européens comporte des avancées pour le climat :
 - un objectif de 30 % pour les dépenses en faveur du climat ;
 - un principe « do no harm » du Green Deal pour le reste des fonds
 - lier ces fonds à la réalisation d'un « nouvel » objectif climatique pour 2030 — à convenir d'ici la fin de l'année.
- N. B. Le cadre financier 2021-2027 s'élèvera à 1 074 milliards d'euros et sera accompagné d'un fonds de relance de l'UE de 750 milliards d'euros, qui verra également les pays emprunter conjointement sur les marchés financiers pour la première fois.
- La rénovation des bâtiments doit être au centre de la stratégie européenne (l'efficacité énergétique est créatrice d'emplois, selon une évaluation de McKinsey, un euro investi aujourd'hui dans ce secteur ajoutera plus de deux euros de valeur à l'économie européenne) ;
- Une étude est en cours pour mieux connaître la façon dont les forêts stockent le carbone ;
- Les villes américaines sont responsables de plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre du pays ; au cours des cinq dernières années, de plus en plus de villes américaines ont commencé à se fixer des objectifs en matière d'énergies renouvelables et à agir en conséquence ;
- En dépit de la crise économique provoquée par la pandémie, l'UE, la Chine et le Canada ont indiqué qu'ils sont toujours attachés à l'accord de Paris sur le changement climatique.
- Les démocrates de la Chambre des représentants ont officiellement dévoilé leur vision pour résoudre la crise climatique, détaillant un plan mardi qui mettrait les États-Unis sur la voie de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 ;
- Les principaux acteurs de l'industrie reconnaissent que toute la biomasse n'est pas bénéfique pour le climat, et insistent sur le fait que seuls les bois et résidus forestiers de faible valeur sont bénéfiques ;
- L'UE et la Suisse vont relier leurs plateformes d'échange de quotas d'émission à partir de septembre 2020 ;
- La commission mène des consultations sur la révision des directives relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ;
- La Russie s'inquiète de la proposition de taxe carbone de l'UE ;
- La Chine visera la neutralité carbone d'ici 2060, déclare Xi Jinping : à l'assemblée générale des Nations unies, il a déclaré que la Chine adopterait « des politiques et des mesures plus vigoureuses » pour augmenter son objectif climatique et atteindre un pic d'émissions de dioxyde de carbone avant 2030.
- Les gouvernements de l'Union pourraient être autorisés à accorder davantage d'aides d'État aux projets qui aident à atteindre ses objectifs climatiques, a déclaré mardi 22 septembre la commissaire Margrethe Vestager, en qualifiant cette mesure d'« incitation verte ».

1.8.3 Produits de construction

- Une révision du règlement sur les produits de construction (RPC de 2011) est en cours de discussion et les travaux sont très actifs. Voici le lien sur le site de la commission : https://ec.europa.eu/growth/sectors/construction/product-regulation_en

1.8.4 Économie

- Selon les prévisions de la commission, l'économie de l'UE devrait se contracter de 8,3 % en 2020 et croître de 5,8 % en 2021 ;
- L'Allemagne émet les premières obligations « vertes » (11 milliards d'euros en 2020 pour soutenir des projets liés au climat) ;
- L'organisme professionnel « Insurance Europe » a déclaré que la stratégie de l'UE doit s'orienter vers un comportement plus préventif ;

1.8.5 Santé

- MedTech Europe demande à la Commission européenne et aux États membres de préciser que les organismes notifiés peuvent effectuer des audits en mode virtuel. Selon ce syndicat professionnel, la situation actuelle crée un retard important pour l'industrie.
- L'industrie des DIV (tests de diagnostic in vitro) demande des protocoles d'essai clairs pour se préparer à la saison hivernale pendant la pandémie de COVID-19

1.8.6 Informatique et cybersécurité

- Plus de 10 % des fonctionnaires locaux utiliseraient des logiciels de messagerie mal configurés pour apporter un niveau correct de sécurité (y compris contre le phishing)
- La commission a présenté cet été une stratégie comportant de meilleures normes de cybersécurité pour les infrastructures critiques, le doublement de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, et la préparation aux menaces émergentes dans les environnements « réels et numériques »
- Les vendeurs de contrefaçons et les vendeurs illégaux seront visés par le règlement sur les services numériques, selon la commissaire Vestager ;
- Le secteur manufacturier a versé en 2019 62 % du total des Ransomware ;
- L'utilisation abusive de leurs données en ligne inquiète 55 % des citoyens européens (selon une récente enquête menée par l'Agence des droits fondamentaux de l'UE) ;
- Le bouclier de protection des données entre l'UE et les États-Unis est inadéquat, selon la Cour de justice qui a cassé le traité existant (connu sous le nom de « Privacy Shield »), cela pourrait affecter les transferts de données avec les Etats Unis ;
- Le National Institute of Standards and Technology (USA) a publié un projet de règles pour l'intelligence artificielle « explicable », projet soumis à commentaires jusqu'au 15 octobre 2020. L'objectif est que les consommateurs puissent comprendre les décisions des IA (ce qui n'est pas le cas pour des IA classiques) ;
- La bataille de l'UE contre les géants américains du numérique se porte aussi sur le cloud : la commission s'attaque maintenant à l'informatique dématérialisée, le secteur du stockage de données en ligne dominé par les grandes entreprises américaines.
- Les négociateurs de l'UE sont sur le point de conclure un accord sur de nouvelles règles qui mettraient fin à la vente de technologies de cybersurveillance aux régimes autocratiques du monde entier ;
- le 9 octobre 2020, l'alliance européenne pour l'intelligence artificielle se réunira dans le cadre d'un grand événement participatif en ligne, le commissaire Thierry Breton et des représentants de la présidence y participeront. La réunion sera consacrée à l'initiative européenne visant à créer un écosystème d'excellence et de confiance dans l'intelligence artificielle (IA). Le lien pour s'enregistrer et ici :

https://ecas.ec.europa.eu/cas/login?loginRequestId=ECAS_LR-23133295-yl3DNOdyzvtpvoIFv0ZFzLRi4PTapx0mp7viBpyLKzVJWK6n3jD4RXvgcV6mTrxRXiU6qEeENupCP0NqMjYDx9W-jpJZscqsw0KjJBXeE0UgM0-RryLi0UgTuzvGzmOT9zZVsRvVFBwXMYVUqQfzZnq1KY0YT1JUceTvkT21v3XtLwzuKxyF42XwzaZDP8NzXmDbuQ4

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

2.1.1 Clarification sur la 17 011

Cette norme traite des organismes d'accréditation. Les questions fréquemment posées sur la norme ISO CEI 17011 sont affichées sur <https://ilacfaq.org/a-series-fags/>.

2.2 IAF

2.2.1 Nouveau membre de l'instance financière

- Le Conseil d'administration de l'IAF a nommé M. Yuzuru Moriuchi (JAB) au comité de surveillance financière.

2.2.2 Une séance d'information

- Le comité exécutif de l'IAF a décidé de tenir une assemblée générale virtuelle d'une demi-journée le 5 novembre 2020 pour informer les membres de l'évolution des activités de l'IAF depuis l'AG de 2019.

2.3 ILAC

2.3.1 Nominations

- Le président d'EUROLAB, Álvaro Silva Ribeiro, a été invité à se porter candidat à un deuxième mandat au poste de vice-président du comité des laboratoires de l'ILAC.
- – L'ILAC lance un appel à candidatures pour les postes du comité d'audit financier (FAC) pour un mandat de 3 ans (réservé aux représentants des accréditeurs).

2.4 EA

2.4.1 Documents en ligne

- INF/05 répertoires des législations européennes et des systèmes de l'UE comportant des dispositions relatives à l'accréditation et/ou à l'évaluation de la conformité

2.4.2 Sécurité informatique

- EA a prévu un événement en ligne sur la sécurité informatique et la numérisation le 26 novembre.

3 L'actualité en normalisation

3.1 ISO

3.1.1 Compte rendu sur la certification système

- Les résultats de l'Étude ISO 2019 sur les certifications de normes de systèmes de management ISO ont été publiés.

3.2 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.2.1 Organisation des réunions

L'ISO CASCO a informé que toutes les réunions doivent se tenir virtuellement au moins jusqu'au 30 novembre 2020.

3.2.2 Réunion plénière

La plénière de l'ISO CASCO se tiendra virtuellement les 28 et 29 janvier 2021, les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 11 janvier 2021.

3.2.3 Consultation sur la mise à jour de la 17 021 -13

Un vote a été lancé pour l'élaboration de l'ISO/CEI TS 17021-13, évaluation de la conformité — exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification de systèmes de management - partie 13 : Exigences de compétence pour l'audit et la certification des systèmes de management de la conformité.

Les activités récentes de la fédération

N° 46

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 43 (donc en octobre 2020).

1.1 Horizon 2030

Du 20 au 22 octobre 2020, EUROLAB et IMEKO TC 10 ont organisé une conférence virtuelle, intitulée « Tendances mondiales en matière de tests, de diagnostics et d'inspections pour 2030 ». La conférence rassemblait des spécialistes de haut niveau de l'industrie, des universités, de la recherche et ainsi que dans la métrologie, les essais, l'inspection, les diagnostics et la certification.

1.2 Laboratoires du futur

Notre fédération a organisé avec notre partenaire TIC Council le 27 octobre un Webinar consacré aux laboratoires du futur. Le président de la fédération figurait naturellement parmi les intervenants. Le Webinar, qui a rassemblé plus de 200 participants, a traité des sujets tels que : impact du Covid, les audits à distance, les nouvelles normes et standards et leur mise en œuvre, les défis et opportunités actuels et futurs pour les laboratoires.

1.3 Statut des échantillons dans la réglementation alimentaire

Notre partenaire TIC Council a rencontré la commission qui leur a confirmé que dans le projet de texte ce sera aux États de définir les exceptions sur les échantillons (permettant ainsi leur circulation vers les laboratoires avant que les produits ne soient déclarés conformes). Nous avons demandé que le texte fasse référence à tous les tests de qualité et les évaluations de conformité et à toutes les installations d'essai. La Commission présentera nos préoccupations aux experts des États membres.

1.4 Des formations aux incertitudes

Le réseau des laboratoires nationaux de métrologie cherche à créer une mise en commun des formations sur les incertitudes de mesure et créer un matériel de formation commun pour les cours sur l'incertitude des mesures. La fédération Eurolab a apporté son soutien à cette initiative, compte tenu de son utilité pour nos laboratoires.

1.5 Réunion avec la commission sur l'IA appliqué aux essais

Suite à la publication de notre livre blanc sur l'IA, la Commission nous a invités. La réunion a notamment abordé l'explicabilité (des conclusions), la transparence pour les systèmes d'IA, la robustesse et la précision pour les systèmes d'IA, l'évaluation de la conformité et la gouvernance. La fédération est donc incluse dans la liste des parties prenantes par la Commission européenne et sera consultée dans le processus en cours d'établissement d'un cadre juridique européen pour l'IA.

1.6 Bulletin n° 3 de la fédération en 2020

Le bulletin, comme de coutume, donne des informations sur la vie des associations nationales et des laboratoires qui en sont membres. Il aborde aussi les dernières informations en matière d'accréditation et de normalisation.

1.7 Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité

1.7.1 Commerce

- Cinquante sénateurs américains des deux partis ont demandé jeudi à l'administration Trump de commencer à négocier un accord commercial bilatéral avec Taïwan ;
- Les associations de consommateurs britanniques craignent que les accords conclus avec des pays tels que les États-Unis et l'Australie n'entraînent une érosion des normes d'hygiène et de sécurité alimentaires ;
- Le déficit commercial des États-Unis s'approche d'un niveau record ;
- Mardi 13 octobre, l'OMC a autorisé l'UE à imposer des droits de douane sur les exportations américaines pour un montant de 4 milliards de dollars en compensation des subventions accordées à Boeing par Washington ;
- L'UE et la Chine ont signé un accord bilatéral visant à protéger les produits alimentaires et les boissons exportés par l'autre partie contre "l'usurpation et l'imitation".
- Selon le Financial Times, la route est longue pour les négociations commerciales entre le Royaume-Uni et les États-Unis ;

1.7.2 Énergie climat environnement

- Les plans climatiques nationaux de l'UE prévoient une capacité supplémentaire de 209 GW d'ici 2030 en énergie solaire ;
- L'industrie du solaire doit s'améliorer en matière de normalisation au bénéfice des installateurs ;
- Le Parlement européen a voté en faveur d'une réduction de 60 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, décidé de mettre fin aux subventions pour les combustibles fossiles, convenus d'un budget CO2 pour l'Europe et de créer un conseil scientifique du climat, cimentant ainsi les ambitions européennes en matière de climat ;
- Jeudi 15 octobre, les dirigeants européens ont déclaré qu'ils décideraient d'un objectif climatique plus strict pour 2030 lors d'un sommet en décembre, ce qui laisserait plus de temps pour forger une réponse européenne unie au changement climatique ;
- Une nouvelle stratégie sur les produits chimiques, dévoilée par la Commission, interdirait l'utilisation des substances chimiques les plus nocives dans les produits de consommation tels que les jouets, les cosmétiques et les détergents.
- L'Agence américaine EPA a annulé une politique qui exigeait que les principales sources américaines de pollution atmosphérique dangereuse comme l'arsenic et le plomb doivent appliquer des normes plus strictes (que celles prévalant lors de leur construction)

1.7.3 Digital

- La Commission européenne a exposé sa vision d'une identité numérique européenne, qui viserait à fournir une forme « fiable et sûre » d'identification en ligne pour l'utilisation de services publics et privés ;
- Quatorze pays de l'UE ont demandé à la Commission d'adopter une "approche juridique non contraignante" et d'encourager le développement des technologies d'intelligence artificielle de nouvelle génération, plutôt que de dresser des obstacles ;
- L'Agence européenne pour l'application de la loi a reconnu la difficulté croissante des autorités policières en Europe à accéder aux données stockées sur les réseaux cryptés,
- Siemens USA lance un laboratoire d'analyse de la cybersécurité pour aider à protéger la technologie en milieu industriel ;
- l'intelligence artificielle est utilisée et étudiée comme un moyen d'aider à combattre la propagation de la pandémie ;
- Le Parlement européen a soutenu une série de rapports qui pourraient avoir un impact profond sur l'avenir de l'économie des plateformes, soutenant une éventuelle interdiction de la publicité ciblée, des procédures de signalement des contenus illégaux et une meilleure détection des vendeurs frauduleux.
- La Commission envisage des restrictions à l'utilisation des données des GAFA dans le projet de loi sur les services numériques, les géants des plateformes ne pourront utiliser les

données qu'ils collectent en ligne que s'ils les mettent à la disposition de plateformes plus petites ;

1.7.4 Alimentation

- Les mesures nationales exigeant l'étiquetage obligatoire de l'origine et de la provenance des denrées alimentaires sont autorisées par le droit européen, mais doivent être justifiées (notamment par la protection de la santé publique et par la prévention de la fraude alimentaire), a estimé la plus haute juridiction européenne ;
- La plus haute juridiction européenne a conclu que les États membres ont le droit d'interdire les pesticides même s'ils sont autorisés au niveau de l'UE, à condition d'en informer officiellement la Commission européenne ;

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

- À la suite de la dernière assemblée générale conjointe des deux fédérations et des résolutions relatives à la fusion, deux documents ont été publiés :
 - Les termes de référence du comité de suivi de la fusion ;
 - Les attentes vis-à-vis de l'organisme qui assistera les deux fédérations dans cette fusion ;
- L'assemblée générale conjointe 2021 devrait se tenir en octobre à Montréal précédée par des réunions virtuelles, l'assemblée générale conjointe 2020 est elle annulée

2.2 IAF

2.2.1 Documents publiés

- IAF MD 8 : 2020 : application de la norme ISO/IEC 17011 pour l'accréditation du management de la qualité dans le secteur des dispositifs médicaux ;
- manuel global IAF/ILAC mis à jour en juin 2020 ;
- présentation globale IAF/ILAC mise à jour en juin 2020 ;
- les règles de reconnaissances mutuelles mises à jour ;
- le rapport annuel 2019 des opérations de reconnaissance mutuelle.

2.3 ILAC

2.3.1 Reconnaissance nouvelle

- L'Inter American Accreditation Cooperation, a été reconnu pour l'accréditation des prestataires de services d'essais d'aptitude et que sa reconnaissance pour l'accréditation des laboratoires d'étalonnage et d'essais, des laboratoires médicaux et des organismes d'inspection a été maintenue ;
- L'ILAC a reconnu l'APAC pour l'accréditation des producteurs de matériaux de référence (RMP) en utilisant la norme ISO 17034 ;

2.3.2 Documents publiés

- ILAC P10:07/2020 la politique de l'ILAC sur la traçabilité métrologique des résultats de mesure a été publiée

2.4 EA

2.4.1 Des conférences et formations

- EA organise une formation sur l'EA 2/17 : Accréditation à des fins de notification le 3 décembre, ciblée sur les organismes notifiés

- EA organise une conférence virtuelle sur l'accréditation à la lumière de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle et de la numérisation le 26 novembre 2020 après-midi (14:00 - 17:00 CET).

2.4.2 Les sujets en cours

- Le règlement 2020/1056 sur les informations électroniques relatives au transport de marchandises a été publié et l'EA travaille à déterminer quelle(s) norme(s) harmonisée(s) serait(seraient) applicable(s) à l'accréditation des organismes de certification dans ce domaine ;
- La version révisée de l'EA-5/02 : Guide d'application de la norme ISO/CEI 17020 pour l'inspection des véhicules (projet 2 daté de septembre 2020) est en commentaire pour 60 jours.

2.4.3 Des publications

- Rapport d'activité 2019
- EA-3/12 Politique de l'EA pour l'accréditation de la certification de la production biologique dans les documents de procédure des membres ;
- EA-INF/07 Communications des organismes nationaux d'accréditation avec les régulateurs nationaux - Guide des meilleures pratiques dans les documents d'information et de promotion ;
- INF/05 Répertoires des législations européennes et des systèmes de l'UE comportant des dispositions relatives à l'accréditation et/ou à l'évaluation de la conformité ;
- INF/04 Déclaration sur l'acceptation et la reconnaissance des activités dans le cadre de la reconnaissance mutuelle.

2.4.4 L'organisation de l'AG

- L'EA tiendra sa 46e assemblée générale les 25 et 26 novembre 2020. La réunion se tiendra en ligne (Microsoft Teams).

3 L'actualité en normalisation

3.1 Publication de normes

3.2 ISO

3.2.1 Les accidents impliquant des consommateurs

L'ISO vient de créer un nouveau groupe L'[ISO/PC 329](#), dont les travaux portent sur la normalisation dans le domaine des investigations relatives aux accidents impliquant des consommateurs, a pour mandat d'élaborer une norme détaillant comment mener des investigations de manière objective

3.2.2 Journée mondiale de la normalisation

La Journée mondiale de la normalisation qui s'est tenue mi octobre en 2020 permet de rendre hommage aux efforts déployés en collaboration par les milliers d'experts du monde entier qui élaborent les accords techniques d'application volontaire, publiés sous forme de normes internationales.

3.3 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.3.1 Une nomination

Mme Cristina Draghici prend le poste de responsable de l'évaluation de la conformité et des questions de consommation au secrétariat central de l'ISO (ISO/CS). Elle a occupé différents postes au Conseil canadien des normes (CCN). Avant le CCN, elle était chercheuse scientifique principale pour Wyeth Research au Canada. Elle a participé activement à des forums internationaux

tels que l'ILAC. Elle prendra la relève de Sean MacCurtain, qui prendra sa retraite au début de 2021.

3.3.2 Consultation sur

Ce projet

3.3.3 Une étude sur

Test

Les activités récentes de la fédération

N° 47

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 46 (donc en novembre 2020).

1.1 Board de la fédération en novembre

La fédération a tenu son board le 18 novembre en visio-conférence.

- Nous avons notamment discuté de la possibilité d'utiliser l'outil Microsoft Teams pour améliorer la circulation des informations, le board a décidé de franchir cette étape dans un premier temps au sein du board (et du TCQA) en lien avec le secrétariat puis dans le lien avec les associations fédérées ; B Kroon (NL) est chargé de proposer un plan de déploiement qui sera examiné lors du board de janvier 2021 ;
- La Slovénie est encouragée à finaliser la création d'une association nationale puis à adhérer à la fédération ;
- Pour le budget 2021, les cotisations restent stables ; les coûts de la célébration de l'anniversaire et de l'investissement pour le passage à MS Teams seront prélevés sur les réserves ;
- Les élections de renouvellement des administrateurs auront lieu lors de l'AG du printemps 2021 qui se tiendra de façon virtuelle NB le président a confirmé qu'il ne se représentait pas.

1.2 Coopération avec Euramet

La fédération soutient le projet de recherche EMPIR sur les incertitudes dans les échantillonnages

1.3 Retour sur le Webinar le laboratoire du futur

Comme indiqué dans la synthèse d'octobre, la fédération a organisé, avec TIC Council, un Webinar sur le thème du laboratoire du futur. Il a connu un grand succès avec 230 participants, représentant le secteur plus large des essais et de l'accréditation des laboratoires.

La fédération réfléchit aux thèmes pouvant donner lieu à de telles manifestations et aux intervenants possibles.

1.4 Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité

1.4.1 Programme de travail 2021 de la commission

Voici des éléments du programme de travail publié par la Commission :

- Le paquet "Fit for 55", qui comprend l'ensemble de la législation de l'UE en matière de climat et d'énergie, vise à faire passer l'objectif de réduction des émissions à 55 % au moins en 2030 ;
- Le "paquet sur l'économie circulaire" ;
- Une initiative prévue pour réduire au minimum le risque de déforestation et de dégradation des forêts associé aux produits mis sur le marché ;
- La révision de la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages ;
- La révision de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles ;
- La mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe ;
- La révision de la directive "Machines" ;

- L'évaluation du "nouveau cadre législatif pour les produits" ;
- L'évaluation de la directive sur la compatibilité électromagnétique ;

1.4.2 Énergie et environnement

- 30 % du budget pluriannuel de 1 800 milliards d'euros et du plan de relance de l'UE pour 2021-2027 seront consacrés à la transition verte ;
- Business Europe et OrgaIm (fédération des industries électriques et mécaniques) ont publié deux prises de position concernant le plan d'action pour la nouvelle économie circulaire ;
- Le green deal s'accompagnera de sanctions renforcées contre les États membres en infraction avec la législation européenne environnementale ;
- Selon une fuite, seules les voitures à émissions nulles obtiendront le label européen d'investissement vert ;
- Le gaz se voit refuser le statut de « combustible de transition » dans le projet de règles de financement vert de l'UE ;
- Le Parlement européen a finalisé sa position pour la législation-cadre qui fixe les objectifs de l'UE en matière de neutralité climatique et s'est engagé à porter à 60 % l'objectif de réduction des émissions pour 2030 ;

1.4.3 Numérique et IA

- Acte unique numérique : Cette initiative législative - qui devrait être présentée en décembre - vise à réglementer les plateformes en ligne ;
- Une évaluation de la valeur ajoutée européenne sur la loi sur les services numériques a été publiée pour compléter deux rapports législatifs du Parlement européen ;
- 14 pays ont exposé leur position sur la future réglementation de l'intelligence artificielle, en exhortant la Commission européenne à adopter une "approche juridique non contraignante" ;
- Les entreprises technologiques américaines renforcent leur emprise sur l'économie pendant la crise du coronavirus ;
- La France estime que la réglementation sur les contenus en ligne (DSA) ne devrait pas se limiter uniquement au matériel illégal, mais devrait également couvrir des domaines tels que la désinformation et les contenus préjudiciables ;
- La présidence allemande de l'UE encourage la cybersécurité "par conception" dans les appareils connectés ;
- La prochaine présidence portugaise de l'UE proposera une "Charte des droits numériques" ;
- OrgaIm a publié son document de position concernant la consultation de la Commission européenne sur « l'intelligence artificielle » ;
- L'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité a publié le 8e rapport annuel, qui identifie et évalue les principales cybermenaces ;
- Les dispositifs connectés devraient être soumis à de nouvelles normes de cybersécurité tout au long du "cycle de vie complet" des produits, selon le projet de conclusions du Conseil ;
- L'OrgaIm a publié une prise de position sur la cybersécurité des produits en réseau.

1.4.4 Dispositifs médicaux et santé

- La Commission européenne a publié une mise à jour sur les organismes notifiés pour les règlements relatifs aux dispositifs médicaux et aux essais in vitro ;
- Le membre néerlandais d'EUROLAB, le Fenelab, a fait savoir que des capacités de test COVID supplémentaires seront mises à disposition grâce à des laboratoires membres ;
- Plus de la moitié des blouses jetables testées par l'ECRI (association de sécurité des patients) ne répondent pas aux normes de protection nécessaires ;
- MedTech Europe a développé un site interactif pour fournir les informations sur l'état de l'industrie de la technologie médicale.

1.4.5 Alimentation

- Les mesures nationales exigeant l'étiquetage obligatoire de l'origine et de la provenance des denrées alimentaires sont autorisées par le droit européen, mais doivent être justifiées, a estimé la cour de justice européenne ;
- L'UE et la Chine ont signé un accord bilatéral pour protéger les produits alimentaires et les boissons contre "l'usurpation et l'imitation".

1.4.6 Conformité des produits

- Directive Machines : l'étude d'impact de l'initiative de révision de la directive 2006/42/CE relative aux machines a été publiée ;
- L'Office britannique de la sécurité et des normes des produits a publié un rapport sur l'efficacité des rappels de produits ;
- L'article 4 du projet de modification du règlement (UE) n° 2019/2122 concernant certaines catégories de marchandises présentant un faible risque, autorise les états membres à dispenser les échantillons de marchandises, de contrôle préalable.

1.4.7 Commerce

- Business Europe a publié une prise de position sur la mise en œuvre des accords de libre-échange européens, tandis que la Commission européenne a également publié son quatrième rapport annuel sur la mise en œuvre des accords commerciaux de l'UE au cours de l'année 2019 ;
- Obstacles techniques au commerce : les négociations UE et Australie se poursuivent ;
- Brexit : des orientations supplémentaires ont été publiées concernant la marque UKNI.

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

- Lors de la dernière assemblée générale conjointe des deux fédérations, le plan d'action pour la fusion des deux organismes a été adopté, les deux secrétariats préparent un contrat avec un consultant

2.2 IAF

2.2.1 Documents publiés

- L'IAF a publié les résolutions de sa 34e assemblée générale, qui s'est tenue le 5 novembre 2020. ;
- Le groupe des pratiques d'audit ISO 9001 a publié un nouveau document, "Audit des processus numériques", et a révisé le document sur "l'utilisation efficace de l'ISO 19011" ;
- Les membres de l'IAF ont convenu d'un arrangement transitoire pour la norme ISO/IEC 27006:2015 AMD 1:2020 (exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management de la sécurité de l'information).

2.3 ILAC

- Les résolutions adoptées lors de l'assemblée générale qui s'est tenue de façon virtuelle le 22 octobre 2020 ont été publiées sur le site de la fédération ;
- L'ILAC organise avec le BIPM en janvier 2021 une formation gratuite en ligne sur les garanties de qualité dans la reconnaissance mutuelle entre laboratoires nationaux de métrologie dans un contexte d'accréditation, les laboratoires peuvent y inscrire leurs équipes ;

2.4 EA

2.4.1 Gestion des données en Europe

La fédération EA encourage l'utilisation de la certification (sous accréditation) comme moyen de démontrer la conformité aux exigences de protection des données. Un document d'information explicite cette politique.

2.4.2 Publications mise à jour.

- EA-INF/02 : Listes des contacts au sein des membres titulaires et associés de l'EA, des parties prenantes reconnues et des observateurs ;
- EA-INF/01 : Liste des publications de l'EA et des documents internationaux ;
- EA-INF/03 : Signataires des accords multilatéraux et bilatéraux de l'EA.

2.4.3 Assemblée générale

Elle s'est tenue en mode virtuel les 25 et 26 novembre 2020.

3 L'actualité en normalisation

3.1 ISO

3.1.1 Le G20 favorable à la normalisation

Les organisateurs du sommet international de Riyad sur les normes internationales, tenu en marge du G20, qui s'est tenu le 4 novembre 2020, ont lancé un appel à l'action en faveur du soutien à la normalisation et de la reconnaissance et de l'adoption des normes internationales

3.1.2 Publications de l'ISO

- La cybersécurité dans le secteur automobile (le sujet est traité par le WG 11 qui est rattaché au comité technique ISO/TC 22, véhicules routiers, sous-comité SC 32, Équipements électriques et électroniques et les aspects généraux des systèmes) ;
- Les ressources normatives face au Covid : le site de l'ISO identifie les documents disponibles dans les différents pays notamment sous forme de normes mises à disposition gratuitement (DIN et AFNOR participent à la démarche).

3.2 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.2.1 Normes en cours d'élaboration au sein du CASCO

- ISO/IEC CD 17030 : Évaluation de la conformité — exigences générales pour les marques de conformité par tierce partie ;
- ISO/IEC CD 17043 : Évaluation de la conformité — exigences générales concernant les essais d'aptitude ;
- ISO/IEC CD 17060 : Évaluation de la conformité — Code de bonne pratique

Les activités récentes de la fédération

N° 48

Mes meilleurs vœux pour 2021

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 47 (donc en décembre 2020).

1.1 Les vœux de la fédération



1.2 La lettre n° 4 de la fédération

L'éditorial du président souligne le caractère très particulier de cette année 2020. La lettre présente les informations transmises par les associations nationales. Une partie de la matière de cette lettre figure dans le paragraphe suivant.

1.3 Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité

1.3.1 Environnement, climat et développement durable

- La qualité de l'air dans l'UE s'améliore, mais des problèmes subsistent : la pollution par l'oxyde d'azote, a diminué de 34 % entre 2009 et 2018. La mauvaise qualité de l'air a entraîné la mort d'environ 379 000 personnes en 2018 (-60 000 par rapport à 2009), selon l'évaluation de l'Agence européenne de l'Environnement ;
- Le marché unique européen est l'un des meilleurs outils dont nous disposons pour créer une véritable économie circulaire, explique un rapport du Parlement européen ;
- Les organisations patronales s'affrontent sur l'objectif climatique de l'UE pour 2030 ;
- La Commission européenne publie la première « liste verte » au monde pour l'investissement durable ;
- Les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne ont chuté de 3,7 % l'année dernière ;
- La Commission européenne a élaboré un projet d'accord visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 1990 ;
- Le changement climatique est l'une des principales priorités internationales de M. Biden ;

- Une nouvelle stratégie sur les produits chimiques, dévoilée par la Commission, interdirait l'utilisation des substances chimiques les plus nocives dans les produits de consommation tels que les jouets, les cosmétiques et les détergents ;
- L'Orgalim a publié sa position sur le projet de guide bleu ;
- La Commission a annoncé son intention de réviser les annexes de la directive (16 décembre 2008) des normes dans le domaine de la politique de l'eau ;
- Le plan de transport durable de l'UE vise à réduire les émissions de 90 % d'ici 2050 : 82 initiatives, contenues dans une « stratégie de mobilité durable et intelligente » ;
- Les changements au Royaume-Uni et aux États-Unis pourraient conduire à repenser le système d'échange de quotas d'émission ;
- McKinsey a cherché les scénarios visant les objectifs de réduction des émissions en réduisant le coût. Son rapport décrit la voie la moins coûteuse parmi les nombreuses étudiées.
- Malgré les perturbations liées à COVID-19, le secteur de l'énergie éolienne s'est révélé résistant face à la crise ;

1.3.2 Digital

- Thierry Breton a dévoilé les critères pour la définition des « plates-formes de contrôle d'accès » dans le cadre du futur « Digital Markets Act » ;
- Le Conseil a approuvé des règles pour les dispositifs grand public connectés à l'internet et les nouveaux risques qui en découlent ;
- Un nouveau projet de loi US sur la sécurité charge le NIST de créer des normes minimales de cybersécurité pour les dispositifs détenus ou contrôlés par le gouvernement américain ;
- Donald Trump a signé un décret fixant les principes de l'utilisation de l'intelligence artificielle par les agences fédérales ;
- Bucarest accueillera le nouveau centre de cyberrecherche de l'UE ;
- L'UE fait des ouvertures sur la collaboration en matière de cybersécurité sous l'égide de Biden ;
- Les plates-formes en ligne seront contraintes de respecter un large éventail d'obligations dans le cadre de nouveaux plans ambitieux définis par la Commission européenne dans sa loi sur les marchés numériques (DMA) et sa loi sur les services numériques (DSA).

1.3.3 Économie

- La Commission constate une augmentation du partage des données dans le cadre de la stratégie de lutte contre les fuites en matière de propriété intellectuelle ;
- La Commission européenne a publié un plan d'action sur la propriété intellectuelle, afin d'aider les petites entreprises ;
- Le prix du pétrole se stabilise malgré les énormes stocks de brut aux États-Unis ;

1.3.4 Santé

- La Commission européenne a publié une mise à jour sur les organismes notifiés pour les Règlements sur les dispositifs médicaux et les essais in vitro
- L'accord États-Unis-Mexique-Canada est important pour la FDA, la FDA suit de près la politique commerciale pour protéger la réglementation et pour utiliser les accords commerciaux comme un moyen de faire progresser la santé publique ;
- Le JRC (centre de recherche de la Commission) publie de nouveaux matériaux de référence pour le contrôle de la qualité des tests de détection des anticorps anti-SARS-CoV-2 ;

1.3.5 Alimentation et agriculture

- l'Agence européenne de sécurité des aliments (EFSA) conclue que l'édition du génome ne présente pas de risques supplémentaires par rapport aux méthodes conventionnelles de sélection ;
- L'EFSA a présenté un nouvel outil destiné à aider les exploitants à décider quand appliquer la date « limite de consommation » ou la date « de péremption » à leurs produits ;

- La procédure actuelle d'approbation des substances actives contenues dans les pesticides « soulève des inquiétudes » selon le médiateur européen ;
- FoodChain ID, une organisation de sécurité alimentaire, a développé un programme de certification végétarienne, végétale et végétalienne (VEG) ;
- Les ministres européens de l'Agriculture ont donné le feu vert à un système d'étiquetage sur le bien-être des animaux à l'échelle de l'UE
- Selon Greenpeace, la production laitière est le secteur agricole le plus émetteur de CO₂, avec un total de 235,73 Mt CO₂eq en 2018, il est essentiel de réduire ces émissions ;

1.3.6 Commerce

- Les critiques des États membres et la crise de COVID retardent la ratification de l'accord UE-Mercosur ;
- La Chine atteint seulement 26 % de l'objectif de 2020 pour les importations d'énergie des États-Unis dans le cadre de l'accord commercial ;
- Selon le Commissaire Dombrovskis, un accord commercial approfondi et complet avec les États-Unis est « impossible » même avec la victoire de J. Biden ;
- Amazon a annoncé mardi une opération conjointe avec le Centre national de coordination des droits de propriété intellectuelle (IPR Center), visant à empêcher l'entrée de produits de contrefaçon aux États-Unis ;
- La Commission a présenté une stratégie visant à renforcer les liens avec les États-Unis après la victoire du président américain élu Joe Biden ;
- Le Royaume uni et la Commission ont trouvé un accord sur le Brexit ;
- L'avertissement de Joe Biden anéantit les espoirs britanniques d'un accord commercial rapide avec les États-Unis ;

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

Les inscriptions sont maintenant ouvertes pour la prochaine réunion de l'IAF et de l'ILAC ;

2.2 IAF

2.2.1 Comité technique

L'IAF a tenu son comité technique à distance (réunissant 262 participants), on peut retenir les points suivants :

- Création d'un nouveau groupe de travail sur la norme ISO/CEI 17011 (portant sur l'accréditation). Actuellement, l'IAF compte 27 documents obligatoires. 12 d'entre eux sont spécifiques à l'application de la norme 17011. L'ILAC dispose également de plusieurs documents. Il est reconnu qu'il n'y a pas de comité de coordination ou d'approche commune entre l'IAF et l'ILAC sur ce point particulier.
- Les activités d'audit pour l'accréditation des organismes de certification de systèmes de management seront examinées. Ceci est en partie dû à l'impact du Covid-19. Les révisions devraient se concentrer sur la réduction potentielle du nombre d'auditeurs ou sur le resserrement des paramètres d'audit. Bien que cela concerne les organismes d'accréditation, la fédération doit assurer un suivi en raison de l'effet de retombée de l'IAF sur nos organismes.

2.2.2 Textes approuvés

- IAF MD 13:202X —Exigences de connaissance pour le personnel des organismes d'accréditation pour les systèmes de gestion de la sécurité de l'information (ISO/IEC 27001) (numéro 2) ;

2.3 ILAC

2.3.1 Travail conjoint avec le BIPM

- Le BIPM et l'ILAC organisent un Webinar conjoint sur la KCDB 2.0 (base de données du BIPM sur les comparaisons clés en métrologie) dans le contexte de l'accréditation, qui se tiendra le 21 janvier 2021.

2.3.2 Documents publiés

- Les résolutions adoptées lors de sa 24e assemblée générale virtuelle le 22 octobre 2020 ont été mises en ligne sur le site web de l'ILAC ;
- L'ILAC a fait circuler des informations concernant le statut du document sur la coopération entre les organismes de crédit et a fourni une version 5 ;
- L'ILAC a publié une révision de la deuxième communication conjointe avec l'Agence mondiale antidopage publiée initialement en novembre 2009 ;
- ILAC P14:09/2020 La politique de l'ILAC concernant l'incertitude de mesure dans l'étalonnage est maintenant disponible sur le site web de l'ILAC. La date de mise en œuvre de cette mise à jour est mars 2021.

2.4 EA

2.4.1 Nouveaux documents en ligne

Les documents révisés suivants sont en ligne sur le site d'EA :

- EA-1/06 Accord multilatéral sur l'environnement — critères de signature — politique et procédures de développement ;
- EA-INF/17 Registre des résolutions de l'EA à l'usage des organismes nationaux d'accréditation et des évaluateurs de l'EA ;
- EA-INF/01 liste des publications et documents internationaux de l'EA ;

2.4.2 Publication des résolutions de la 46^e AG d'EA

Les résolutions de l'assemblée générale organisée fin novembre par Madrid ont été publiées. Laurent Vinson (COFRAC) est confirmé comme président du comité des laboratoires.

Trois résolutions méritent notre attention :

- Résolution 2020 (46) 01 concernant les nouveaux dirigeants à partir du 1er janvier 2021 (cf. ci-dessus) ;
- Résolution 2020 (46) 09, concernant les normes harmonisées applicables à l'accréditation pour les nouvelles législations ;
- Résolution 2020 (46) 15, concernant la prolongation de la transition de la norme ISO 17025 (comme prévu) ;

3 L'actualité en normalisation

3.1 L'OMC et les normes

- L'OMC a publié les mesures prises par les membres de l'OMC sur les normes, les réglementations et le Covid — 19

3.2 Normes européennes

- La Commission européenne a publié la dernière liste en date des normes harmonisées pour l'accréditation et l'évaluation de la conformité ;
- La Commission européenne a publié son programme de normalisation pour 2021 ;

3.3 ISO

3.3.1 Élection par correspondance des membres

- Mme Ulrika Francke (Suède) a été élue présidente de l'ISO pour la période 2022-2023. Mme Francke sera le président élu en 2021 ;
- Mme Sauw Kook Choy (Singapour) a été reconduite dans ses fonctions de vice-présidente (gestion technique) et M. Mitsuo Matsumoto (Japon) dans ses fonctions de vice-président (finances) pour la période 2021-2022 ;
- L'AFNOR (Groupe 1) est membre du conseil, il est aussi membre du conseil d'administration technique (ses deux mandats portant jusqu'à 2023) ;

3.4 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.4.1 Normes en cours d'élaboration

- Le projet CD ISO/IEC 17060, évaluation de la conformité - Code de bonne pratique, a été approuvé par 97 % des votes (membres P) ;
- l'ISO/TC 309 et l'ISO CASCO ont décidé de lancer l'élaboration d'une révision de l'ISO/CEI TS 17021-13, évaluation de la conformité — exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification de systèmes de management — partie 13 : Exigences de compétence pour l'audit et la certification de systèmes de management de la conformité. Ce travail sera effectué par le groupe de travail conjoint 59 du CASCO (JWG59) ;

3.4.2 Clarification

- La réponse à une demande de clarification sur la clause 7.6 de la norme ISO CEI 17065 a été publiée. Toutes les demandes de clarification sont accessibles à partir du site web de l'ISO sur les ressources d'évaluation de la conformité ;